



SHAUN BEST REUTERS

Autopsie d'un cauchemar de glace

«Lucien Bouchard a connu bien des échecs dans sa carrière, mais son moment de gloire a vraiment été la crise du verglas»

Il y a dix ans jour pour jour s'abattaient sur le Québec les premières averses de la tempête verglaçante qui a paralysé la Montérégie pendant un mois. Près de 100 milliards d'eau transformés en glace, 1000 pylônes écroulés et 1,4 million de foyers privés d'électricité au plus fort de la crise. Moment d'angoisse collective, l'événement fut une véritable épreuve d'organisation, de solidarité, mais aussi de leadership politique, avec ses gagnants et ses perdants.

KATHLEEN LÉVESQUE

L' image a encore aujourd'hui force de symbole. Chaque jour, le premier ministre Lucien Bouchard et le p.-d.g. d'Hydro-Québec, André Caillé, portant un col roulé, prenaient d'assaut les ondes pour faire état de la situation. Le ton était tout à la fois grave et rassurant. Aucun signe de panique.

«Un conseiller de M. Bouchard m'a fait comprendre dès le début que des "focus groups" avaient été formés et que ce que les gens voulaient voir, c'était Caillé-Bouchard. C'était une image gagnante», raconte Pierre Bélanger, alors ministre de la Sécurité publique.

Responsable de la direction de la sécurité civile, dont l'intervention des premiers jours de la crise s'est faite dans le cafouillage, M. Bélanger menait sa barque sur le terrain mais jouait un rôle de figurant aux côtés des deux hommes lorsque venait la conférence de presse quotidienne. «À partir du moment où le premier ministre s'est saisi du dossier, chose qu'il devait faire parce qu'il s'agissait d'une crise nationale, j'aurais dû me concentrer sur le terrain. J'ai écouté mes conseillers plutôt que mon instinct. Les points de presse m'hypothéquaient. Il fallait que je mette fin assez tôt dans la journée à

ma tournée et, plus la crise avançait, plus j'étais rendu au bout de la table de la conférence de presse», se souvient-il un petit sourire en coin.

Les communications gouvernementales étaient marquées du logo caractéristique d'Hydro-Québec. L'amalgame indisposait. Se défendant bien d'avoir conservé quelque amertume que ce soit, Pierre Bélanger souligne tout de même que la direction de la sécurité civile était «extrêmement dépendante de l'information provenant d'Hydro-Québec». «C'est nous qui avions toute la pression. La sécurité civile a servi de bouc émis-

saire alors que ce n'était pas nos pylônes qui tombaient!», lance-t-il.

Quant à l'omniprésence d'André Caillé, M. Bélanger n'hésite pas à dire qu'il voyait un problème à voir un non-élu jouer un tel rôle. «Malgré tout, on est élus. Les véritables répondants, ce sont les politiciens», croit toujours M. Bélanger.

Toutefois, Pierre Bélanger, qui était alors un ministre junior, n'était pas le seul de l'équipe ministérielle à se retrouver dans l'ombre de Lucien Bouchard et d'André Caillé. Le ministre des Ressources naturelles, Guy Chevrette, était absent

VOIR PAGE A 8: VERGLAS

■ L'après-crise aura coûté deux milliards ■ Ce qu'il reste des arbres du grand verglas > pages A 4 et A 5

Une révolution signée Beauvoir

Page E 1



INDEX

Actualités.....	A 2	Idées.....	B 5
Annonces.....	C 7	Monde.....	A 6
Avis publics..	C 6	Mots croisés..	D 5
Bourse.....	C 2	Météo.....	C 6
Carrières.....	C 4	Perspectives..	B 1
Décès.....	C 7	Rencontres.....	D 2
Économie.....	C 1	Sports.....	C 8
Éditorial.....	B 4	Sudoku.....	C 7

De la poubelle à l'écran

Recyclage, donnant la vedette à des anciens chanteurs de la chorale de l'Accueil Bonneau, est en quête d'un distributeur

ODILE TREMBLAY

Quel film québécois se propose de réunir bientôt en caméos les politiciens Jean Charest (en directeur d'école), Pierre Bourque (en agent de sécurité), Gilles Duceppe (en commis d'épicerie), les interprètes Luc Picard (ci-devant fils d'itinérant), Pascale Bussièrès (en prof de musique), Marcel Sabourin et l'humoriste Louis-José Houde (deux vidangeurs), sans oublier Raymond Bouchard, Pierre Lebeau, l'humoriste Daniel Lemire et bien d'autres?

Vous donnez votre langue au chat... Ajoutons un indice. Les binettes de ces têtes d'affiche ne seront présentes qu'à titre de faire-valoir pour les véritables vedettes du long métrage: des itinérants de Montréal.

Toujours dans le cirage? Ce film, réalisé par Pierre Anthian, s'intitule *Recyclage* et sera terminé d'ici la fin mars.

Depuis le temps que son plateau bourdonnait, on s'était mis à douter d'en voir un jour le dénouement. Pensez donc! Déjà en décembre 2003, nos articles annonçaient le démarrage du projet. Le tournage était bouclé en 2005, mais sa post-production a traîné.

VOIR PAGE A 8: ÉCRAN



PHOTO: JEAN BÉRARD

Hillary Clinton fourbit ses armes

Obama invite à rompre avec l'establishment de Washington

STEPHEN COLLINSON
CHARLOTTE RAAB

Au lendemain de sa défaite aux caucus de l'Iowa, Hillary Clinton a chauffé ses troupes et ses partisans démocrates hier au New Hampshire afin d'éviter un nouveau revers lors des primaires qui se tiendront mardi dans cet État de la Nouvelle-Angleterre. Une autre victoire de Barack Obama, lors de cet exercice démocratique, pourrait en effet hypothéquer les ambitions présidentielles de l'ex-première dame des États-Unis, qui est pour le moment créditée dans les sondages d'une avance fragile dans le New Hampshire face au sénateur de l'Illinois.

«Nous avons peu de temps, mais ça suffit pour que les gens se disent: "Hé, attendons voir"», a lancé hier Mme Clinton devant ses fidèles réunis dans un hangar d'aéroport à Nashua, sur la côte est américaine. «Qui sera le meilleur président, pas sur la base d'un pari, mais sur la base des changements que nous avons déjà mis en œuvre?», a-t-elle poursuivi tout en insistant que son adversaire serait trop inexpérimenté.

Les grandes lignes de la stratégie de rebond de

VOIR PAGE A 8: CLINTON

■ L'éditorial de Jean-Robert Sansfaçon, page B 4



Hillary Clinton

LES ACTUALITÉS

Les partys Tupperware sont dépassés, voici les soirées Taser

Gilbert, Arizona — Une résidente de Phoenix, en Arizona, s'est transformée en entrepreneure indépendante et vend maintenant des pistolets Taser à des réunions électrochimiques dans son salon — un peu comme la génération de sa mère vendait des contenants de rangement en plastique.

Dana Shafman offre à sa clientèle un modèle, le C2, présenté comme une arme de protection personnelle. Tout en ayant la même puissance, l'appareil est plus petit que le volumineux modèle original, et son extérieur profilé lui donne davantage l'apparence d'un rasoir électrique que d'une arme. Selon Mme Shafman, sa clientèle féminine apprécie notamment le fait que le C2 soit assez petit pour se loger dans un sac à main, et qu'il soit disponible en différentes couleurs, y compris le rose.

À l'essai

Sur sa table à café, elle expose une série d'exemplaires du «protecteur personnel» et invite ses visiteurs — surtout des visiteuses — à en faire l'essai en tirant une décharge en direction d'une cible métallique.

Mme Shafman a vendu une trentaine de ces armes par mois, au coût de 349,99 \$US pièce, depuis sa première soirée Taser, le 15 octobre dernier. Elle n'est pas une employée de Taser International, dont le siège social se trouve à Scottsdale, en Arizona. Elle est «à son compte» et ne touche pas de commission. Elle obtient plutôt le rabais que Taser réserve aux commerçants, et empoche la différence.

En tant que femme vivant seule, elle se trouve parfaitement bien placée pour promouvoir le Taser comme moyen d'autodéfense.

La compagnie aime bien

La direction de Taser aime tellement la stratégie de vente «domestique» de Mme Shafman qu'elle a l'intention de construire un

kiosque sur le modèle d'un salon typique à la Foire électronique internationale de Las Vegas, du 7 au 10 janvier, pour que Mme Shafman y donne une soirée Taser à l'intention des acheteurs et des commerçants.

Selon les représentants de Taser International, leur produit est maintenant vendu dans 43 pays à travers le monde, et seulement aux États-Unis, plus de 12 500 services de police l'utilisent ou procèdent à des tests en vue d'une possible acquisition. La compagnie entend maintenant développer le marché des simples «civils», notamment celui des familles.

Taser a connu une forte progression à Wall Street. La valeur de son action a plus que doublé en 2007, atteignant 19,36 \$.

La firme a lancé le C2 en août dernier. L'arme est légale dans tous les États américains sauf ceux de New York, du New Jersey, du Massachusetts, du Rhode Island, du Michigan, du Wisconsin, de Hawaï et de Washington, D.C.

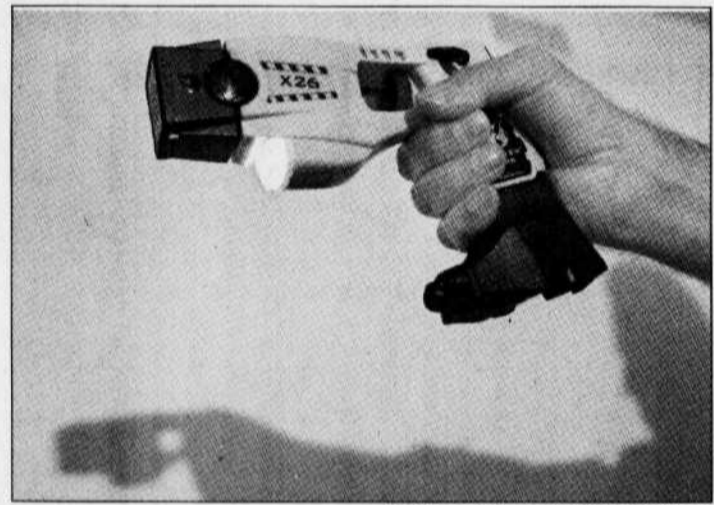
Des critiques

Car l'arme est loin de faire l'unanimité. En octobre dernier, à l'Aéroport international de Vancouver, un immigrant polonais, Robert Dziekanski, est mort après avoir reçu une décharge de pistolet Taser lancée par des policiers.

Amnistie internationale, qui critique l'assertion de Taser selon laquelle ses armes ne sont pas mortelles, s'inquiète de toute tentative de multiplier le recours au pistolet électrique. Selon des représentants de l'organisation de défense des droits de la personne, les policiers font fréquemment une utilisation abusive de ces armes, et le public en général fera vraisemblablement de même.

Mona Cadena, d'Amnistie, affirme qu'on enregistre déjà des cas de violence conjugale à l'aide du Taser et d'autres armes électriques.

Associated Press



THOMAS COEX AGENCE FRANCE PRESSE

Le Taser, une arme qui est loin de faire l'unanimité.

Enquête

Les déneigeurs, ces incompris

De façon générale, les opérateurs de camions de déneigement aiment leur métier et ont l'impression de rendre un service important à la population. Mais une majorité d'entre eux jugent pénibles les critiques dont ils font l'objet de la part de la population.

C'est ce que révèle une enquête faite par l'Association mondiale de la route (AIPCR), section Québec, publiée dans la revue *Routes et transports*, enquête qui fut menée auprès de 757 opérateurs de machinerie de déneigement dans sept régions du Québec.

Dure, la critique

On y apprend que 54 % des opérateurs interrogés considèrent que les critiques de la population à l'égard de leur travail constituent l'élément le moins intéressant de leur métier. Celles des médias sont évoquées par le quart des répon-

dants, alors que les critiques provenant des employeurs ou des élus n'affectent que 6 % d'entre eux.

Les employés effectuant le déneigement déplorent également leurs conditions de travail difficiles et le manque de souplesse des horaires qui affectent leur qualité de vie. Plus de 70 % d'entre eux affirment devoir travailler souvent le soir ou pendant la nuit.

Cette enquête ne constitue pas un sondage scientifique. Des questionnaires ont été remis à des travailleurs à l'emploi du ministère des Transports et de plusieurs municipalités québécoises, dont Québec, Sherbrooke, Trois-Rivières et Lévis. Compte tenu du faible taux de participation des employés de la Ville de Montréal, leurs réponses n'ont pas été incluses dans l'analyse.

Le Devoir

Il faut beaucoup plus de logements sociaux, affirme le FRAPRU

JEANNE CORRIVEAU

Les familles ont de plus en plus de difficulté à se loger à un prix raisonnable au Québec. Pour le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), il n'y a qu'une solution, soit d'augmenter de façon significative le nombre de logements sociaux. C'est le message que souhaite transmettre le FRAPRU à Monique Jérôme-Forget, ministre québécoise des Finances, en prévision de son prochain budget.

Les 2000 unités de logement en deux ans annoncées lors du dernier budget du gouvernement du Québec sont loin d'être suffisantes pour répondre aux besoins criants en matière de logement social, soutient François Saillant, coordonnateur du FRAPRU. Selon lui, c'est d'une véritable relance du développement du logement social dont le Québec a besoin. L'organisme propose à la ministre de prévoir, dans son budget qui sera présenté au printemps, un plan d'investissement de cinq ans avec pour objectif la réalisation de 50 000 nouveaux logements sociaux. Il souhaite que le programme AccèsLogis soit reconduit et que son budget soit indexé au coût de la vie.

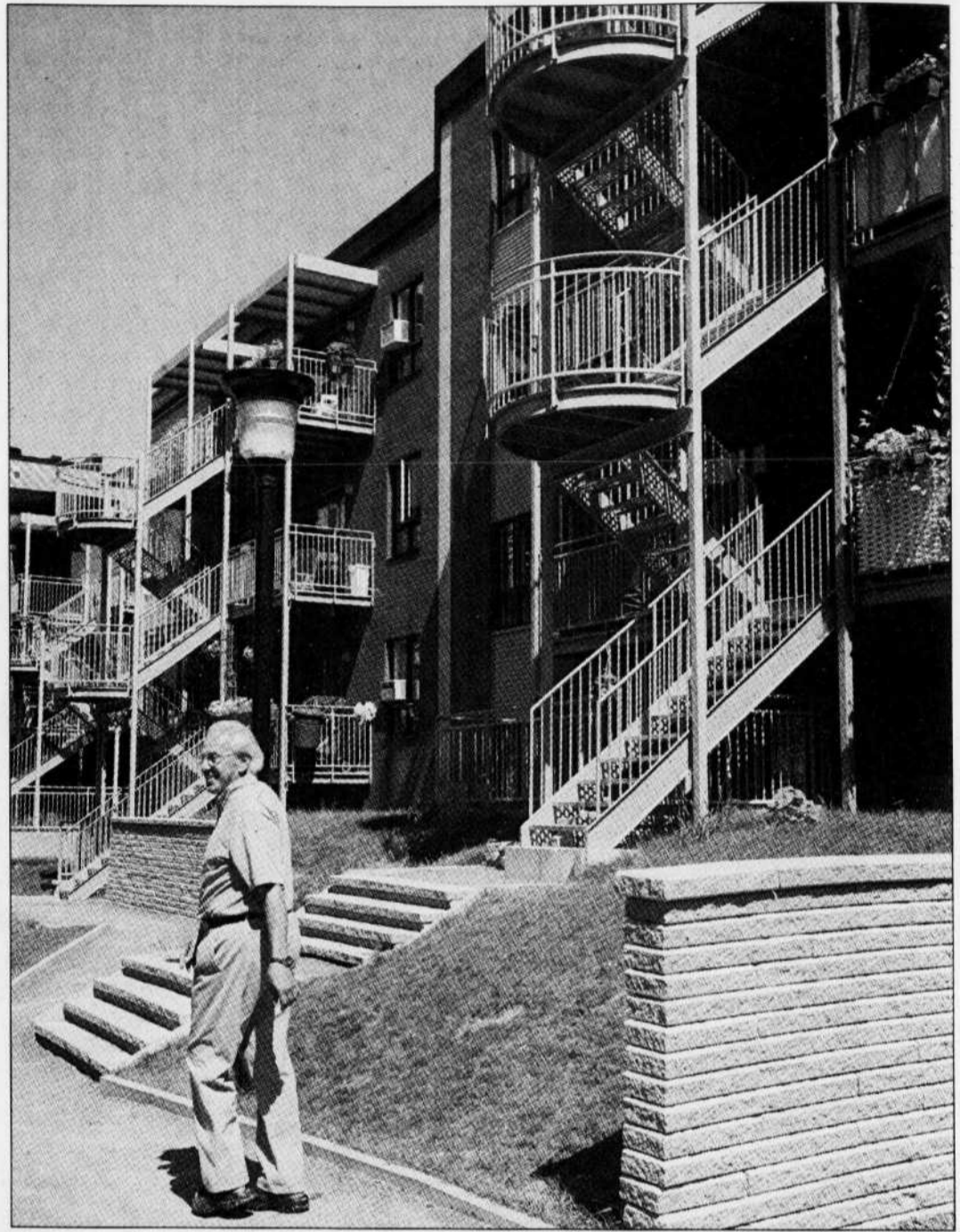
«Tous les groupes qui interviennent dans le développement du logement s'entendent pour dire qu'il faut se donner un horizon plus lointain que deux ans. Développer du logement prend du temps parce qu'il faut une disponibilité des terrains et des bâtiments. Et souvent, il y a de la décontamination à faire», explique M. Saillant.

700 millions de dollars par année

Le FRAPRU estime à 700 millions de dollars par année le coût de ce plan de développement. M. Saillant reconnaît que cette demande est ambitieuse et qu'il ne sera pas facile de persuader Monique Jérôme-Forget d'y souscrire. «Il est loin d'être acquis que Québec reconduira le programme AccèsLogis. Il faut encore convaincre la ministre Jérôme-Forget que c'est une nécessité», avoue-t-il.

Pourtant, les statistiques concernant le marché locatif sont éloquentes. Les récents rapports publiés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) révèlent que les taux d'occupation des logements pouvant accueillir des familles demeurent très bas même si la disponibilité des logements, de façon générale, est en légère hausse depuis un an dans des villes comme Montréal, Sherbrooke ou Trois-Rivières.

«Là où c'est vraiment flagrant, c'est dans la région métropolitaine de Gatineau et surtout de Québec, où le taux d'occupation des logements en gé-



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Il faudrait plus de logements sociaux, comme cette coopérative d'habitation de la rue Montcalm, à Montréal.

ral est rendu à 1,2 %. Et si on parle de logements de deux ou trois chambres à coucher, ce taux descend à 0,9 % à Québec alors que, pour les studios, ce taux se situe à 2,3 %», explique M. Saillant. Dans certaines villes comme Val-d'Or, Rimouski, Montmagny et Gaspé, il signale qu'aucun logement comportant trois chambres à coucher n'est libre.

Bond des loyers

À ces difficultés s'ajoutent les augmentations de loyer. À Montréal, par exemple, le coût des loyers pour les logements de deux chambres à coucher a bondi de

27 % depuis 2000, de 24 % à Québec, de 22 % à Gatineau et de 21 % à Sherbrooke. Ces hausses ont généralement pour effet d'obliger les familles à accroître la part de leur budget qu'elles consacrent au paiement de leur loyer.

«Là où l'offre de logements disponibles est la plus grande, c'est du côté des studios et, dans une moindre mesure, des logements comportant une chambre à coucher. Mais pour les familles, partout au Québec, les logements sont rares», ajoute M. Saillant. Si, au cours des dernières années, le secteur privé n'a pas répondu à la demande de logements pour les fa-

milles, c'est pour une raison très simple: il aurait perdu de l'argent. C'est la raison pour laquelle le gouvernement doit jouer son rôle.»

Le FRAPRU souhaite être entendu par la ministre des Finances dans le cadre des consultations prébudgétaires qui auront lieu au cours des prochains mois. «Mais on adresse aussi notre demande aux partis d'opposition, compte tenu du statut de gouvernement minoritaire des libéraux. On aimerait que ça devienne un objet de négociations entre les partis», dit-il.

Le Devoir

EN BREF

Anniversaire de réclusion pour un réfugié algérien

Chahut pour un sans-statut. Au cours des prochains jours, des dizaines de sympathisants d'Abdelkader Belaoui, cet Algérien menacé d'expulsion depuis plusieurs années, espèrent se faire entendre afin de souligner — et dénoncer — le deuxième anniversaire de sa réclusion dans une église de Montréal. L'homme de 40 ans a élu domicile, depuis janvier 2006, à l'église Saint-Gabriel, rue Centre, afin de se soustraire aux autorités canadiennes qui menacent de le renvoyer dans son pays d'origine. Il n'a jamais quitté le terrain de ce sanctuaire religieux depuis. Sur le thème «Deux ans de trop!», les amis de M. Belaoui, ainsi que plusieurs personnalités publiques, aimeraient sensibiliser Ottawa à la nécessité de revoir sa demande de statut de réfugié, demande que le Canada lui a refusée à la fin du siècle dernier. Atteint de cécité, le sans-statut se dit victime de discrimination étant donné la faible valeur qu'il aurait, selon le ministère de l'Immigration, sur le marché du travail en raison de

son handicap visuel. D'ici la fin du mois, des concerts, des expositions de photos et des manifestations doivent être organisés pour soutenir sa cause. — Le Devoir

La catastrophe est évitée au Saguenay

Les travaux allaient bon train hier afin de récupérer les quelque 80 000 litres de diesel provenant du remorqueur de la compagnie Rio Tinto-Alcan qui s'est échoué le 31 décembre dernier au matin dans le Saguenay, à la hauteur de La Baie. «La situation est sous contrôle», a indiqué hier Daniel Labrecque, responsable des mesures d'urgence du ministère de l'Environnement du Québec. Pour le moment, près de 8000 litres de carburant ont été récupérés. Les brèches ont été colmatées et le diesel qui s'est échappé a été rapidement confiné autour du remorqueur. Nous ne craignons donc pas de contamination plus importante. Dans les prochains jours, le célèbre fabricant d'aluminium doit présenter aux autorités provinciales et fédérales son plan de récupération du Grande-

Baie — c'est le nom du remorqueur — dont l'épave gît près du quai Powell à Saguenay. Par ailleurs, le bureau de la sécurité des transports du Canada a annoncé qu'il mènera une enquête sur la cause de ce naufrage. — Le Devoir

Un hélicoptère s'abîme dans le lac des Deux-Montagnes

Un hélicoptère s'est abîmé hier dans le lac des Deux-Montagnes, dans la municipalité du même nom, à l'ouest de Montréal, faisant au moins trois blessés. La Police régionale de Deux-Montagnes a indiqué que l'incident s'est produit à 16h4, ajoutant que les opérations de sauvetage étaient toujours en cours peu avant 17h. Aucune autre information n'était disponible. — PC

Télémarketing frauduleux: 22 individus sont accusés

Un an après la conclusion d'une enquête du Centre opérationnel de lutte contre le télémarketing frauduleux, 22 individus arrêtés principalement à Montréal, en décembre 2006, à la suite de l'opération nommée «Civil», viennent d'être formellement accusés, à Los Angeles, aux États-Unis. Le réseau démantelé, qui opérait depuis 2003 au Canada et aux États-Unis, faisait quelque 500 victimes par semaine, en majorité des personnes âgées. Son chiffre d'affaires annuel oscillait entre 5 et 10 millions. Les fraudeurs faisaient entre autres croire à leurs interlocuteurs qu'ils avaient gagné un

gros lot. Ils leur demandaient d'acheminer en échange un montant, variant entre 1500 \$ et 60 000 \$, pour couvrir de présumés frais administratifs. — PC

La ministre Oda au Pérou et en Colombie la semaine prochaine

Ottawa, Ontario — La ministre fédérale de la Coopération internationale, Beverley Oda, se rendra au Pérou et en Colombie du 6 au 13 janvier. Elle rencontrera des représentants des gouvernements péruvien et colombien, ainsi que des personnes qui collaborent avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI). L'ACDI a notamment contribué financièrement à des projets liés à l'éducation et a aidé les victimes du tremblement de terre qui a secoué le Pérou, le 15 août dernier. Dans un communiqué diffusé hier, la ministre Oda indique qu'elle visitera des sites de projets permettant d'améliorer l'éducation de base, l'approvisionnement et l'assainissement des eaux. Elle se rendra d'abord au Pérou du 6 au 9 janvier, où elle inaugurera la nouvelle ambassade du Canada à Lima. Puis, Mme Oda ira constater les résultats des efforts de reconstruction déployés sur les sites touchés par le tremblement de terre qui a secoué le Pérou l'été dernier. Ce séisme avait fait des milliers de blessés et détruit plus de 60 000 résidences sur la côte méridionale du Pérou. Le Canada avait alors contribué deux millions de dollars pour les secours d'urgence et efforts de relèvement. La ministre Oda se rendra ensuite en Colombie, soit du 9 au 13 janvier, pour discuter notamment de l'appui d'Ottawa à ce pays dans ses efforts en vue d'instaurer la paix et la sécurité. — PC

Vous avez des droits nous pouvons vous aider

Yves Ménard
A V O C A T

Vieux-Montréal

514.861.0469

Sophie
DOWNES M.Ps.



Membre O.P.Q., R.C.P.S.S. et A.M.F.Q.

Psychologue clinicienne T 514 861-0630

Adolescents - Adultes - Couples
20 ans d'expérience

Vieux-Montréal

ACTUALITÉS

LE PATRIMOINE MONDIAL EN DANGER

Le mal-développement

Du quartier historique de Saint-Pétersbourg au sanctuaire de baleines d'El Vizcaino au Mexique en passant par l'île d'Orléans, le développement met à mal des trésors du patrimoine mondial

Les conflits armés, le tourisme de masse et le développement économique (y compris les changements climatiques) font peser de grands périls sur le patrimoine mondial.

STÉPHANE
BAILLARGEON

Troisième et dernier article

Un patrimoine en péril peut en cacher un autre, même à des milliers de kilomètres de distance.

Le groupe russe Gazprom, le premier exploitant et exportateur de gaz au monde, la plus grosse entreprise de Russie, la 4^e plus importante capitalisation boursière au monde, veut marquer le coup de son impériale puissance en construisant d'ici cinq ans un méga-complexe comprenant une tour de 320 mètres de hauteur. Le hic, c'est qu'elle poussera tout à côté du quartier historique de Saint-Pétersbourg.

Déjà surnommé «le mais», le gratte-ciel OGM sera visible à 60 km à la ronde. L'UNESCO a fait savoir qu'elle n'hésiterait pas à rayer la vieille ville de Pierre le Grand de la Liste du patrimoine mondial si le chantier de 2,5 milliards de dollars voit le jour près de la «Venise du Nord», peu importe la qualité du concept de la firme RMJM London Ltd.

À l'autre bout du monde, c'est-à-dire tout près d'ici, le projet Rabaska, sur la rive-sud de Québec, mènera à l'implantation d'un port méthanier de 840 millions de dollars qui pourrait être alimenté par Gazprom. Les négociations se poursuivent avec le même colosse russe. En octobre, dans *Le Devoir*, trois prix du Québec Gérard-Morisset pour le patrimoine (Paul-Louis Martin, Michel Lessard, Marcel Junius) se désolaient des impacts de cette infrastructure industrielle sur un des paysages culturels les plus célèbres du Québec, notamment sur l'île d'Orléans, (mal) protégée par une loi spéciale du Québec depuis 1935.

«Saint-Pétersbourg est la dernière grande ville historique européenne qui n'a pas encore subi de développement massif», explique Christina Cameron, professeure à l'Université de Montréal et présidente du Conseil du patrimoine mondial, responsable de la Liste. C'est une cité horizontale et elle serait défigurée par cet énorme ajout vertical.» Elle souligne qu'une société pu-

blique, générant 20 % du budget de l'État de Russie, porte le plan destructeur et que des membres russes du jury du concours international ont démissionné devant l'ampleur de la catastrophe patrimoniale annoncée.

Villes particulièrement menacées

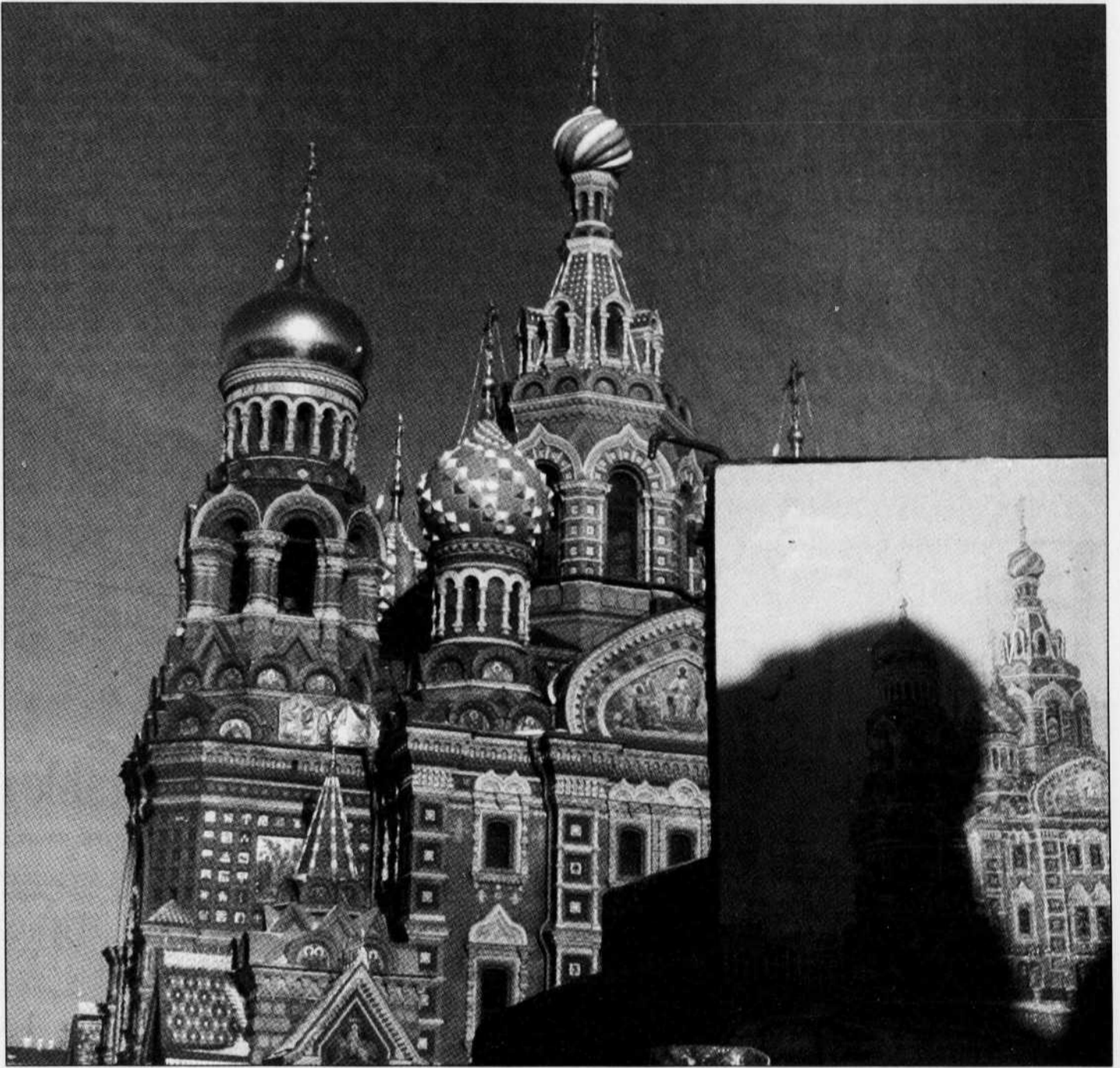
Les villes, qui constituent le quart des quelque 850 inscriptions de la Liste du patrimoine mondial, s'avèrent particulièrement menacées par la pression immobilière et le retour en grâce du gratte-ciel. Les centres historiques abandonnés dans les années 1960-70 retrouvent la cote et les promoteurs cherchent de plus en plus à construire

en périphérie des hôtels ou des bureaux qui défigurent le paysage. Au Québec, le plus grand chantier immobilier depuis l'érection de la Place Ville-Marie va ouvrir dans quelques mois autour de l'ancienne gare Viger, à un jet de pavé de l'arrondissement historique du Vieux-Montréal.

La ville de Luxembourg, intronisée comme ville du patrimoine mondial en 1994, connaît un développement fulgurant depuis quelques décennies. Les institutions de la Communauté européenne et les banques (on en compte plus de 150) s'installent sur le plateau de Kirchberg, ghetto administratif maintenant agrémenté de lieux de divertissement (dont un musée, une salle symphonique et des cinémas), des zones résidentielles, des écoles, des hôtels et des restaurants, mais toujours assez peu vivant le soir. Ce Manhattan européen (sans la vitalité urbaine) écrase l'ancienne ville-forteresse, malgré ses grandes signatures de «starchitectes» (dont Richard Meier, I. M. Pei et même Roger Taillibert) et d'artistes (pour les œuvres publiques, y compris une récente sculpture géante de Serra).

Une architecture ratée

La construction de la nouvelle Cour européenne de justice déplaît particulièrement. Le bourgmestre ne se gêne pas pour se situer du côté des impitoyables critiques. «Il y a de beaux exemples de réussite architecturale, comme celui-ci», dit Paul Helminger, rencontré dans le hall d'entrée du Musée d'histoire de la ville, occupant des résidences res-



Saint-Pétersbourg, la très belle «Venise du nord»

ALEXANDER DEMIANCHUK REUTERS

taurées dans le périmètre de la ville du patrimoine mondial. Je ne cache pas qu'à côté de cet exemple réussi, il y a des cas comme la cour juridique, une architecture contemporaine ratée. Et pourtant, l'UNESCO a donné le feu vert à cette construction! On aurait franchement souhaité qu'elle refuse cet ajout.»

Il est possible de résister au développement à tout prix, ou à tout le moins de l'orienter. En Égypte, les pressions ont permis de modifier le tracé d'une autoroute prévu à proximité des pyramides de Gizeh. La Grèce a abandonné un plan d'usine d'aluminium près du site de Delphes.

Le sanctuaire de baleines d'El Vizcaino au Mexique, classé comme patrimoine mondial en 1993, a échappé à un projet d'agrandissement de l'usine de sel Laguna San Ignacio. Les lagunes côtières servent de dernier lieu de reproduction et d'hivernage pour la baleine grise du Pacifique. On y trouve aussi le veau marin, le lion de mer de Californie et quatre espèces de tortues menacées d'extinction. La communauté patrimoniale mondiale a fait pression et la présidence mexicaine a finalement refusé l'autorisation de construire au début de la décennie.

«La Fondation de Ted Turner, le fondateur de CNN, a financé des projets alternatifs, par exemple pour appuyer la formation de guides accompagnant la visite des baleines», explique la présidente Cameron. La région se développe en misant sur les avantages du site du patrimoine mondial plutôt qu'en lui nuisant.»

Catastrophe en perspective

Les baleines grises en verront d'autres. Aux conflits armés, au développement massif du tourisme, il faut maintenant ajouter les changements climatiques, cet autre effet très pervers du développement, en tant qu'immense menace directe sur le patrimoine de la planète. Un rapport de l'UNESCO publié en avril 2007 désigne la mutation climatique en cours comme «l'un des défis majeurs du XXI^e siècle» pour le vaste secteur du patrimoine naturel et culturel.

L'organisme multiplie les études de cas. La fonte des glaciers a des incidences sur la physiologie de sites inscrits sur la Liste pour leur beauté exceptionnelle et détruit l'habitat d'espèces rares, telles que le léopard des neiges dans le Parc national de Sagarmatha au Népal. Environ 70 % des coraux des grands fonds marins de la planète subiront probablement les conséquences des transformations environnementales liées à l'élévation des températures et à l'acidification croissante des océans d'ici 2100.

Le rapport recommande la création de zones protégées et le changement d'implantation géographique des espèces les plus menacées. Les changements climatiques pourraient également porter atteinte à des villes entières, celle de Londres par exemple, menacée par la montée des eaux, mais aussi aux sites archéologiques.

«Le dégel du sol dans les zones arctiques commence déjà à poser

de graves problèmes sur des sites qui ont plusieurs milliers d'années», explique Dinu Bumbaru, directeur des programmes du groupe Héritage Montréal et secrétaire général de l'ICOMOS, l'organisme-conseil de l'ONU pour les monuments et sites. «Le secteur du patrimoine, comme beaucoup d'autres, commence à peine à s'éveiller à ces réalités. Mais notre force vient de notre capacité à travailler en réseau.» Il souhaite d'ailleurs voir naître à Montréal un institut universitaire sur les changements climatiques et le patrimoine.

Le Québec sera au centre des prochaines réflexions en 2008, officiellement désignée année internationale de la planète Terre par l'ONU, pour sensibiliser le public à l'importance du développement durable. En mai, Mont-

réal accueillera un colloque spécial de l'ICOMOS portant sur les effets des changements climatiques sur les sites les plus remarquables du monde. Les participants adopteront un protocole international pour la protection des joyaux culturels et naturels. Deux mois plus tard, en juillet, Québec sera l'hôte de la 32^e session du Comité du patrimoine mondial, qui examinera les propositions de nouvelles inscriptions sur la fameuse Liste du patrimoine mondial et sur celle de la liste du patrimoine en péril...

Le Devoir

Notre journaliste a participé à l'atelier Journalisme et patrimoine mondial, l'automne dernier, au Luxembourg, à l'invitation de la chaire UNESCO en patrimoine mondial de l'Université Laval.



FABRIZIO BENSCH REUTERS

Le léopard des neiges, une espèce menacée au Parc national de Sagarmatha, au Népal

SPÉCIALISTE DES CONTRATS

François Gendron

avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Montréal 514.845.5545

S'ENRICHIR
N'EST PAS
UN CRIME!

+++++

COMMENT ACCROÎTRE LA
PROSPÉRITÉ AU QUÉBEC?

GRANDE CONFÉRENCE D'UN JOUR SUR
LA PROSPÉRITÉ ET LA PRODUCTIVITÉ

VENDREDI 11 JANVIER 2008

UQAM / Pavillon Sherbrooke, Salle SH-4800
200, rue Sherbrooke Ouest Place des Arts

ENTRÉE LIBRE

Inscription obligatoire
avant le 8 janvier:
cirpee@uqam.ca

C.I.R.P.É.E.

Centre Interuniversitaire sur le Risque,
les Politiques Économiques et l'Emploi.
www.colloquerichesse.ca

LE GRAND VERGLAS

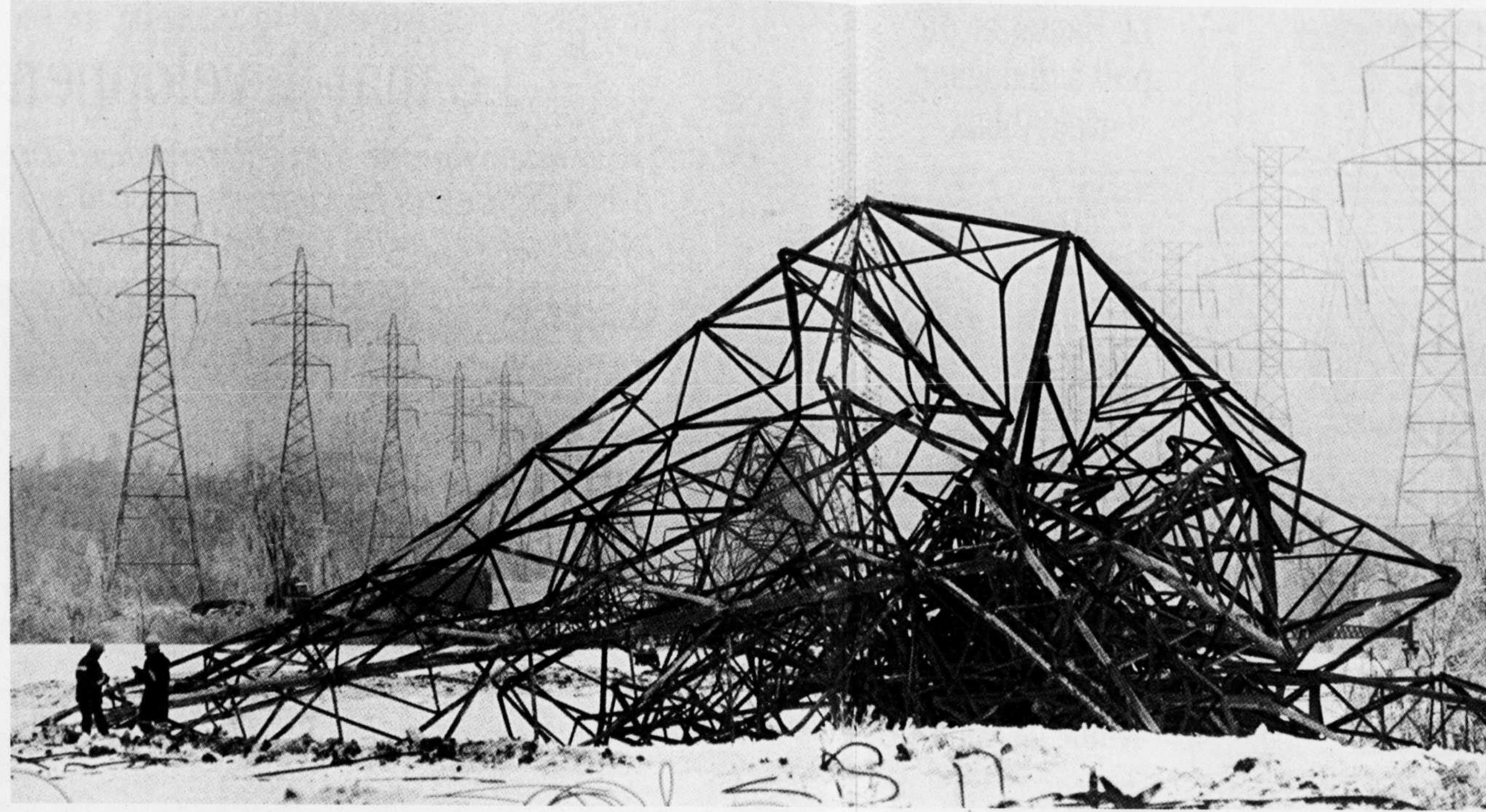
L'après-crise aura coûté deux milliards Un cauchemar prolongé pour Hydro-Québec

CLAUDE TURCOTTE
Pour Hydro-Québec, la crise du verglas représentée, 10 ans plus tard, beaucoup plus qu'un souvenir cauchemardesque. Ce cataclysme naturel a eu des répercussions économiques considérables sur la société d'État, qui aura, à la fin de travaux commencés dès 1998 et qui ne seront complétés qu'en 2011, investi environ deux milliards pour renforcer ses réseaux de transport et de distribution.

Le rapport du comité d'experts mandaté par le conseil d'administration d'Hydro-Québec faisait état en août 1998 de la somme des dommages. Le réseau de transport, géré par TransÉnergie depuis les barrages jusqu'à 500 postes à partir desquels s'alimente le réseau de distribution, s'étend sur une longueur de 32 000 km. La tempête de verglas a endommagé 116 de ses lignes et 3 110 de ses structures se sont effondrées. Il s'agissait notamment de 1 000 pylônes en acier. Il y avait aussi des milliers de transformateurs. Dans le cas du réseau de distribution, il y a eu 350 lignes endommagées et 16 000 structures (poteaux en bois) effondrées.

Lignes temporaires
Dans un premier temps, la priorité a été de procéder le plus rapidement possible à la remise en état du service pour l'hiver 1998. Il a fallu construire en toute urgence des lignes temporaires là où les dégâts étaient trop considérables ou remettre en état de fonctionnement les installations moins endommagées. Au total, il y a eu 40 projets de restauration dont le coût a été évalué à 700 millions.

Dans un deuxième temps, il a fallu établir un plan à long terme pour le renforcement de l'ensemble du réseau. Le plan arrêté prévoyait des travaux d'environ 900 millions entre 1999 et 2007. En fait, il reste maintenant 200 millions à investir d'ici 2011 dans deux projets précis: l'intercon-



SHAUN BEST REUTERS

nexion avec l'Ontario et les équipements de déglace.

Dans le cas des pylônes, il s'agissait d'en installer de plus forts et en acier. Pour ce qui est des poteaux, il fallait leur donner un ancrage plus solide en les enfouissant davantage dans le sol. Le plan prévoyait aussi l'installation d'une interconnexion avec l'Ontario, afin de pouvoir exporter davantage d'énergie, mais aussi pour en importer en grands volumes en cas de besoin, notamment dans l'éventualité d'une crise de verglas aussi dévastatrice que celle de 1998. La décision de la construction de cette interconnexion a été confirmée par le gouvernement du Québec, il y a quelques mois. Dans les mesures préventives, il y a aussi l'installation d'équipement de déglaceage du réseau. À cet égard, des tests ont lieu présentement dans les installations d'Hydro-Québec à Lévis.

Sous surveillance
Déjà, au moment de cette crise du verglas, André Caillé, le président de la société d'État, affirmait que tous les ingénieurs de la plante allaient surveiller la manière dont Hydro-Québec renforcerait ses réseaux, ce qui constituerait de nouvelles normes de sécurité. «Les vieilles lignes», c'est-à-dire celles construites sur pylônes d'acier avant 1974 et conçues selon les normes de l'époque, pouvaient supporter une charge limite théorique de 35 mm de glace. Toutefois, la résistance de ces lignes a pu diminuer avec l'usure du temps, particulièrement dans le cas des isolateurs et des accessoires. Or, on a mesuré qu'il était tombé entre 50 et 90 mm de pluie verglaçante dans les régions touchées.

Dans les premières hypothèses de sécurisation du réseau, on n'avait pas pris en compte le facteur du vent, qui peut évidemment ajouter au poids du verglas sur une ligne. Quoi qu'il en soit, la nouvelle norme prévoit une charge limite de 65 mm. Tous les nouveaux pylônes sont construits conformément à cette norme. De surcroît, il y a désormais un certain nombre de pylônes «antichute en cascade», installés à des intervalles réguliers

pour éviter justement qu'en cas d'affaissement d'un pylône il y ait un phénomène de dominos qui fasse tomber l'ensemble d'une ligne, comme cela s'est produit en 1998. Pour ce qui est des lignes de distribution qui s'appuient sur des poteaux, on a constaté en 1998 que 80 % du temps avait été consacré à replanter des poteaux, ce qui a été un facteur important dans la lenteur à rétablir la livraison d'électricité aux 1,4 million de foyers qui en ont été privés pendant cinq semaines, pour les plus malchanceux.

Qui paie?
Enfin, une question se pose tout naturellement: qui paie ces deux milliards? En ce qui concerne le coût de 700 millions pour les mesures d'urgence prises en 1998, le ministère de la Sécurité publique du Québec s'était engagé à payer certaines dépenses comme l'achat de mazout et certains travaux routiers. En ajoutant des frais de financement de 171 millions, cela a donné une somme de 593,5 millions, dont le ministère a remboursé jusqu'à maintenant environ 300 millions. Le reste devrait être payé d'ici 2014. Par ailleurs, le gouvernement québécois, qui avait réclamé 435 millions du gouvernement canadien en vertu de son programme d'aide aux régions victimes de catastrophes, est toujours en attente du paiement de cette somme. Des échanges ont eu lieu en décembre dernier au plus haut niveau, dit-on. En ce qui concerne les assurances privées, la Lloyd's par exemple a déclaré avoir versé 168,3 millions de dollars en indemnités à ses clients victimes de la crise du verglas en 1998 au Québec, en Ontario et au Nouveau-Brunswick.

L'inexorable déroulement des événements

CLAUDE TURCOTTE
Chaque hiver ou presque, à un moment ou à un autre, il y a des «doux temps», des périodes où cours desquelles on risque d'avoir soit de la neige fondante, soit du verglas. Ce fut le cas au début de l'année 1998, plus précisément le 5 janvier. Tout a commencé par des averse à première vue inoffensives, comme c'est généralement le cas.

Mais le lundi matin, dans une rue du quartier Côte-des-Neiges bordée d'arbres majestueux, il y a eu comme un coup de tonnerre prémonitoire. Une énorme branche s'est décrochée d'un tronc d'arbre pour s'écraser à trois mètres d'une auto, la minant. En poursuivant ma marche vers la station de métro, d'autres petites branches tombaient ici et là. Sous le poids du verglas, cet effondrement s'est grandement accéléré au cours de la journée, de telle sorte qu'en revenant du travail en fin de journée, les rues étaient complètement encombrées de branches d'arbres et de fils électriques. La noceur régnait sur ce quartier résidentiel. On devait apprendre rapidement que 759 000 foyers étaient privés d'électricité non seulement à Montréal, mais aussi en Montérégie et en Outaouais. Il y avait également des dégâts dans les régions frontalières du Québec. Ce fut le début de la crise du verglas, qui allait se prolonger jusqu'au 7 février suivant.

La Montérégie puis Montréal
Personne n'a cru au début que cette situation allait durer aussi longtemps et encore moins prendre une telle ampleur. Le 7 janvier, on découvrait que toute la Montérégie était dans le noir et le froid. Les lignes d'alimentation entre Saint-Césaire et Boucherville étaient coupées, privant 300 000 personnes d'électricité. Deux jours plus tard, ce fut le vendredi noir à Montréal. Du neuvième étage où sont situés les bureaux du Devoir, on voyait sur la rue Sherbrooke les

gens retourner à pied chez eux dans une file interminable qui rappelait la fuite des populations en temps de guerre. Privé d'électricité, le métro était complètement paralysé et la menace planait d'un arrêt possible du fonctionnement du système d'acqueduc. Dans l'ensemble des régions touchées, on dénombrait alors 1,4 million de foyers, c'est-à-dire quatre millions de citoyens, soit plus de la moitié de la population québécoise, qui n'avaient plus d'électricité pour chauffer leur maison et leur eau, cuire leurs aliments, s'éclairer. Il y eut une course effrénée à l'achat ou l'emprunt de générateurs.

De nombreuses rues de Montréal étaient devenues désertiques et même laissées sans protection

simples citoyens ont coordonné leurs efforts pour repérer ces familles sinistrées et leur porter de l'aide et même les ramener dans des centres d'hébergement. En fait, ce ne fut que le 8 février que le dernier des militaires a pu reprendre le chemin de sa caserne. Hydro-Québec avait enfin réussi à rétablir complètement son service le 7 février. Pendant toute cette crise, qui aurait entraîné la mort d'une vingtaine de personnes, certaines à cause d'hypothermie, d'autres par intoxication à l'oxyde de carbone ou alors par suite d'un incendie, il y a eu l'installation de 454 centres d'hébergement, sans compter les milliers de personnes qui se sont réfugiées chez des parents et des amis.

Le Devoir

LE GRAND VERGLAS

Les arbres du grand verglas: ce qu'il en reste après 10 ans

LUC DUPONT

En 1998, quelques jours après la fin du grand verglas qui recouvrit l'est de l'Ontario et une bonne partie du sud-ouest du Québec, Jacques Brisson, professeur-chercheur en écologie, s'est rendu en toute hâte constater les dégâts que la plus importante tempête verglaçante de l'histoire moderne du Québec avait laissés, entre les 5 et 9 janvier, sur son boisé... «Je fus à la fois horrifié et rassuré», explique-t-il dix ans plus tard, de son bureau de l'Institut de recherche en biologie végétale.

Rassuré de voir que «ses boyaux», un peuplement de pruches âgées de plus de 300 ans, avaient tenu le coup, mais horrifié, en même temps, devant l'image profondément navrante des milliers de branches cassées qui faisaient linceul sur toute la surface du sous-bois.

Le bilan en chiffres de l'immense chape de glace, qui atteignit en certains endroits 80 millimètres (3 pouces) d'épaisseur, alourdissant parfois les arbres de quelque 25 fois leur propre poids, tomba quelques semaines plus tard: 17 700 km² (1,8 million d'hectares), la superficie des forêts affectée au Québec; 66 %, la portion du territoire boisé où les dommages avaient été considérés comme moyens (30 %) et graves (36 %); 30 000, le nombre de propriétaires dont les forêts avaient été touchées. L'inventaire complet, il restait à voir comment les arbres allaient répondre aux blessures subies; quels seraient les effets sur leur croissance, leur forme, leur résistance à la maladie et leur longévité.

Une forêt ancienne

Le Boisé-des-Muir, que Jacques Brisson avait si hâte de revoir, se trouve en Montérégie, à Huntington, dans le fameux Triangle noir, cette portion du Québec durement affectée par le verglas et les pannes d'électricité. Ce site forestier constitue un cas unique au Québec: «C'est une forêt naturelle — un hectare — comme il n'en existe plus aucune dans le sud de la province, jamais exploitée commercialement ni perturbée d'aucune façon, une forêt restée intacte depuis la... Nouvelle-France!» Ses plus vieux arbres, des pruches qui dépassent les 300 ans, ont «quasiment» nul autre Montréal. «Là, faites le compte!»

«C'est un véritable objet d'étude depuis de nombreuses années déjà, chacun de ces 2000 arbres ayant été fiché, paramétré, expliqué le chercheur. C'était une chance en or de pouvoir évaluer, avec grande précision, la survie et la santé des arbres à la suite du verglas.»

Le taux de mortalité annuel moyen, toutes espèces d'arbres confondues, est passé de 0,8 % (avant la tempête verglaçante) à 1,2 % sept ans plus tard. Selon les chercheurs, «cette augmentation de la mortalité [...] est très significativement corrélée aux dommages causés aux arbres par le verglas». La mortalité varie cependant considérablement d'une espèce à l'autre. Caryers et tilleuls, deux espèces ayant pourtant subi de très lourds dommages, ne montrent qu'une hausse de mortalité très modeste. «À l'autre extrême, la mortalité est trois fois plus élevée chez l'ostoyer et cinq fois plus élevée chez le hêtre.» C'est que, «stimulés» par les

Agence Science-Press

Un désastre écologique à Montréal

ODILE CLERC

Près de 360 000 m³ de bois... un volume équivalant à 16 terrains de soccer sur cinq mètres de hauteur! C'est la quantité de bois tombée au sol — de manière naturelle et après élagage — à la suite de la tempête de verglas de janvier 1998! Paul-Émile Rocray, ingénieur forestier à la Ville de Montréal et, à l'époque, responsable avec Denis Marclé de l'inventaire et des opérations, commente les chiffres du recensement: «Sur un total de 447 000 arbres à Montréal, 252 000 ont été gravement touchés, 14 000 ont été abattus, 150 000 ont été élagués, etc. Un carnage écologique!» Il faut préciser que les charges de poids qu'ont dû supporter les arbres en quelques jours ont été 40 fois supérieures à la normale. Pas étonnant alors que les arbres à large feuillage tels que les frênes, les érables argentés, les micocouliers et les fé-

vières aient été le plus touchés. Les arbres à la silhouette plus longiligne, comme les chênes rouvres, les peupliers de Lombardie et les chichos du Canada — les champions de la résilience — ont mieux résisté. Comme le roseau, ils ont plié, mais n'ont pas rompu.

Autre facteur de fragilité, l'isolement. «Les arbres isolés, c'est-à-dire ceux des rues, ont beaucoup plus souffert que ceux des parties boisées. Cependant, à cause de sa altitude — même faible — de 230 mètres, le mont Royal, plus froid, a été plus touché par la crise. Ce sont 79 % des arbres du Mont-Royal qui ont été endommagés, ajoute Paul-Émile Rocray. Le verglas s'y est maintenu beaucoup plus longtemps qu'en ville. Pourtant, les dégâts en ville étaient de taille, en particulier dans les quartiers du sud-ouest et de l'ouest de Montréal.»

Un bilan encore lourd

Dix ans plus tard, le handicap des arbres touchés par la crise reste sérieux. «Les nouvelles branches qui ont poussé à partir de celles qui ont été tronçonnées ou naturellement sectionnées sont fragiles et sensibles aux maladies. De plus, les

plais des arbres ont favorisé le développement de champignons. Dans le Parc du Mont-Royal, on assiste à un autre problème: une végétation envahissante et proliférante s'est développée dans les sous-bois des zones déboisées. On y trouve des érables de Norvège, des anthriscus des bois, des framboisiers, toute une nouvelle végétation qui a tiré profit de l'apport de lumière causé par l'éclaircissement des cimes. Autre impact de la tempête, de nouvelles branches ont poussé à la verticale sur des arbres pliés, tous ces problèmes entraînant une moindre longévité», explique Paul-Émile Rocray.

Après les 8000 arbres plantés l'année suivant la crise, la Ville de Montréal et ses 19 arrondissements continuent de se consacrer au reboisement de chaque quartier. «Malheureusement, les arbres handicapés par la tempête le seront à jamais. Le mieux à faire est d'assurer la relève», conclut Paul-Émile Rocray. En espérant que le poids de la neige, qui s'annonce cette année abondante, n'endommagera pas davantage les arbres déjà estropiés.

Agence Science-Press



Des passants se penchent pour éviter les branches pendantes.

SHAUN BEST REUTERS

Association francophone pour le savoir
Acfas

AVRILS ET RICHES DES ÉCARTS GRANDISSANTS

DECOUVRIR

REVUE DE LA RECHERCHE

Géologie et exploration minière

76^e Congrès de l'Acfas - Québec, du 5 au 9 mai 2008

➤ Découvrir, la revue de la recherche

➤ Prix Acfas

➤ Concours de vulgarisation de la recherche

➤ Forum international Science et société

➤ Cahiers scientifiques

➤ Bottin de la recherche

➤ Avis et mémoires

www.acfas.ca

L'Acfas se mêle de recherche depuis 1923

➤ 76^e Congrès de l'Acfas - Québec, du 5 au 9 mai 2008

➤ Prix Acfas

➤ Concours de vulgarisation de la recherche

➤ Forum international Science et société

➤ Cahiers scientifiques

➤ Bottin de la recherche

➤ Avis et mémoires

www.acfas.ca



Alourdis par la glace, les branches des arbres ont beaucoup souffert.

SOLDES AUTOMNE-HIVER 2007-2008

30% à 60%

Coiffures Deslongchamps

Vêtements d'enfants 0 à 18 ans
Vêtements de maternité

1007, RUE LAURIER OUEST, OUTREMONT
TÉL.: 274-2442

SOLDES JUSQU'À 60%

anna uomo

Pour Elle
277, av. Laurier O.
514-270-6154
Centre de Commerce Mondial
413, St-Jacques O.
514-844-9125

Pour Lui
Centre de Commerce Mondial
383, St-Jacques O.
514-281-7999
5107, av. du Parc (n. de l'avenue)
514-277-7558

LE MONDE

Scotland Yard commence son travail au Pakistan

ARTHUR MACMILLAN

Rawalpindi — Scotland Yard a commencé hier à aider les autorités pakistanaises, à leur demande, dans l'enquête sur le meurtre de Benazir Bhutto, le président Pervez Moucharraf espérant mettre fin à une controverse autour de la mort de l'ex-premier ministre.

«L'équipe de Scotland Yard a débuté sa coopération avec les enquêteurs pakistanais, leur offrant une assistance technique dans l'enquête sur l'assassinat», a déclaré le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Javed Cheema.

Les cinq ou six experts en antiterrorisme et médecine légale de la célèbre police criminelle britannique, arrivés discrètement hier à Islamabad, devaient se rendre sur les lieux de l'attentat suicide qui a coûté la vie à Mme Bhutto, à Rawalpindi, près de la capitale.

Ils doivent aussi examiner la voiture dans laquelle l'opposante a trouvé la mort le 27 décembre. Car M. Moucharraf s'est dit «pas entièrement satisfait» de l'enquête locale, tout en martelant que le gouvernement ou les services de renseignement n'avaient pas tenté de dissimuler des «secrets».

Le chef de l'Etat s'est montré toutefois agacé que les services de la voirie aient nettoyé les lieux du crime à grande eau juste après le meurtre.

De fait, la tâche de Scotland Yard sera difficile tant les fautes de procédure et les erreurs des autorités, au moins en matière de communication, ont été flagrantes.

«Cette équipe de Scotland Yard... Qu'est-ce qu'elle va faire ici? Elle va travailler sous l'autorité du gouvernement. Cet exercice n'aura pas de sens», a dénoncé Farooq Naik, avocat de la défunte figure de l'opposition.

Le Parti du peuple pakistanais (PPP) de Mme Bhutto ne coopérera à aucune enquête autre que celle qui serait lancée sous l'autorité des Nations unies, sur le modèle de celle mise sur pied pour l'as-



Arrivée à l'aéroport d'Islamabad, hier, d'enquêteurs de la célèbre police criminelle britannique.

sassinat de l'ex-premier ministre libanais Rafiq Hariri en 2005, a répété M. Naik.

Le camp Bhutto et le PPP réclament depuis une semaine une enquête de l'ONU, ce qui est quasiment impossible car cela nécessiterait la participation présumée d'un pays tiers.

Les Britanniques «vont [...] demander deux choses:

«Connaissez-vous les causes de la mort? Avez-vous un rapport d'autopsie?» Nous n'en avons pas», a reconnu un responsable gouvernemental.

Asif Ali Zardari, le veuf de Mme Bhutto, a refusé que les médecins pratiquent une autopsie le soir du drame et Mme Bhutto a été inhumée le lendemain, conformément à la tradition musulmane. La polémique sur sa mort avait alors très vite enflé.

Islamabad accuse des groupes liés à al-Qaïda, tandis que le camp de l'opposante évoque la piste de hauts responsables proches du pouvoir et des services de renseignement. Ils auraient d'ailleurs même pu agir à l'insu du chef de l'Etat, comme Mme Bhutto l'avait laissé entendre après une tentative d'assassinat, le 18 octobre, quand deux kamikazes l'avaient manquée de peu à Karachi, tuant 139 personnes.

«Assassin»

Dans la rue, les partisans de l'ex-chef de file de l'opposition n'hésitent pas, eux, à qualifier M. Moucharraf d'«assassin».

Et une controverse déclenchée par des déclarations du gouvernement a alimenté le soupçon du complot. Selon les autorités, Mme Bhutto serait décédée d'une fracture du crâne en heurtant le toit ouvrant de sa voiture, alors qu'elle tentait d'esquiver les balles d'un tireur, avant l'explosion de la bombe du kamikaze. Pour son parti, elle a été atteinte d'une balle à la tête.

L'arrivée de Scotland Yard apparaît donc comme une tentative d'apaisement. «Mais, sincèrement, il ne leur reste pas grand-chose à faire», a dit le responsable gouvernemental.

C'est oublier la possibilité d'identifier les auteurs de l'attentat — grâce aux prélèvements des restes de ou des corps —, la reconstitution par des chirurgiens du visage du kamikaze, et les images des deux auteurs présumés des coups de feu et de l'attentat, saisies par des vidéastes et photographes.

Agence France-Press

Le Hamas se dit prêt à dialoguer avec Abbas

Damas — Le chef en exil du mouvement islamiste Hamas, Khaled Mechaal, s'est dit prêt hier à renouer «un dialogue sans condition» avec le président palestinien Mahmoud Abbas, lors d'un discours à Damas à l'occasion du 20^e anniversaire de la création du Hamas.

«Nous sommes prêts à un dialogue sans condition où toutes les questions seraient discutées, y compris celle des élections anticipées. Je dis aux dirigeants du Fatah que notre différend est politique», a déclaré M. Mechaal devant des milliers de Palestiniens.

Le chef du bureau politique du Hamas répondait à M. Abbas, chef du parti du Fatah, qui s'est dit lundi prêt à «ouvrir une nouvelle page» avec le Hamas si ce dernier renonçait au pouvoir dont il s'est emparé par la force dans la bande de Gaza en juin.

Mardi, un des principaux chefs du Hamas, Mahmoud Zahar, avait déjà rejeté les conditions posées par Mahmoud Abbas. «Aucun pays arabe n'a demandé au Hamas de renoncer à notre situation actuelle à Gaza», a lancé M. Mechaal.

Il a par ailleurs demandé le départ du gouvernement du premier ministre palestinien Salam Fayyad, au pouvoir en Cisjordanie. «Notre peuple doit interdire à ce gouvernement de brader les intérêts palestiniens», a-t-il dit.

Agence France-Press



Khaled Mechaal

Olmert admet des manquements à la feuille de route

Jérusalem — Le premier ministre israélien, Ehoud Olmert, a reconnu pour la première fois hier que l'Etat hébreu ne respectait pas la feuille de route pour la paix, récemment relancée, en poursuivant les constructions dans les colonies de Cisjordanie.

Cet aveu cité par le quotidien *Jerusalem Post* survient quelques jours avant l'arrivée de George Bush au Proche-Orient, où le président américain veut maintenir la pression sur Israël et l'Autorité palestinienne afin d'obtenir un accord de paix définitif d'ici la fin de 2008, soit avant son départ de la Maison-Blanche.

Or tout accord est censé reposer sur la «feuille de route» pour la paix remise au premier plan lors de la conférence d'Annapolis, aux Etats-Unis, en novembre. Israéliens et Palestiniens se sont alors engagés à reprendre le dialogue après sept ans de violences meurtrières.

La feuille de route présentée en 2003 était restée lettre morte, aucune des parties ne respectant ses obligations: Israël avait poursuivi les constructions d'implantations en Cisjordanie et l'Autorité palestinienne n'avait pas mis fin aux attaques anti-israéliennes des groupes comme le Hamas et le Djihad islamique.

Jusqu'à présent, l'Etat hébreu défendait son droit à continuer de construire dans les colonies existantes pour répondre à la «croissance naturelle» des populations y résidant, alors que la «feuille de route» l'interdit explicitement. Dans l'entretien au *Jerusalem Post*, Ehoud Olmert reconnaît «une certaine contradiction».

«Il y a là une certaine contradiction entre ce que nous voyons dans les faits et ce que nous avons promis, a-t-il concédé. Les obligations ne valent pas seulement pour les autres, elles doivent aussi être satisfaites par nous-mêmes.»

Le premier ministre a toutefois ajouté qu'une lettre adressée par George Bush au gouvernement en 2004 introduisait «une certaine flexibilité dans ce qui est écrit dans la «feuille de route»».

Dans ce message, le président américain écrivait que «les centres de population israéliens existants» devaient être pris en considération dans le tracé des frontières définitives du futur Etat palestinien. L'Etat hébreu y voit l'autorisation de conserver ses principales implantations en Cisjordanie, théâtre des constructions les plus controversées actuellement.

Le négociateur palestinien Saeb Erekat a salué les propos de M. Olmert. Si les deux camps admettent qu'ils ne respectent pas toutes leurs obligations, «cela devrait ouvrir la voie au respect de nos obligations des deux côtés», a-t-il estimé.

Un proche de M. Olmert, le vice-premier ministre Haim Ramon, a déclaré hier à la radio israélienne qu'Israël pourrait commencer «pendant la visite du président américain et après» à démanteler une vingtaine d'avant-postes clandestins, comme l'exige également la feuille de route.

Associated Press

EN BREF

En route vers Lhassa

New Delhi — Cinq associations d'exilés tibétains prévoient d'organiser une marche de l'Inde vers le Tibet à l'approche des Jeux olympiques de Pékin en 2008. Cette marche symbolique s'inscrit dans le cadre d'une série d'actions destinées à embarrasser la Chine, qui administre le Tibet depuis 1950. Les manifestants prévoient de partir de Dharamsala, où le dalaï-lama et le gouvernement tibétain en exil ont élu domicile, en direction de Delhi. Ils doivent ensuite se diriger vers Lhassa, capitale du Tibet. Présentant hier leur projet, les représentants tibétains ont reconnu qu'il serait difficile et risqué de franchir les postes-frontières chinois qui les séparent de leur but. — Reuters

Retour d'exil

Bagdad — Près de 45 000 Irakiens réfugiés en Syrie sont rentrés dans leur pays depuis la mi-septembre, dont 20 000 en décembre, indique une nouvelle étude du Croissant-Rouge irakien. «La situation [en Irak] s'est relativement améliorée et cela a encouragé certains réfugiés irakiens à revenir dans leur pays», explique le Croissant-Rouge. Parallèlement, le nombre d'Irakiens déplacés dans leur propre pays par l'insécurité a baissé de 0,5 % en novembre, soit près de 10 000 personnes, selon le Croissant-Rouge — AFP

Dossier nucléaire

La Corée du Nord proteste de sa bonne foi

YOO CHOONSIK
JON HERSKOVITZ

Séoul — Les autorités nord-coréennes ont annoncé hier avoir fourni un inventaire de leur programme d'armement nucléaire, conformément à l'accord international conclu en février qui prévoyait la remise de ce document avant le 31 décembre.

«Nous avons déjà rédigé un rapport en novembre et en avons informé les Etats-Unis», a déclaré un représentant du ministère des Affaires étrangères, cité hier par l'agence de presse nord-coréenne KCNA.

«En ce qui concerne ce document, sur lequel de fausses opinions sont créées par certains milieux, la RPD (République populaire démocratique de Corée) a fait ce qu'elle avait à faire.»

Selon
Pyongyang,
l'aide
n'arrive pas
aussi vite
que prévu

La Maison-Blanche a toutefois fait savoir peu après que les Etats-Unis n'avaient rien reçu de tel et a demandé à la Corée du Nord de se conformer rapidement à ses obligations.

«Nous n'avons malheureusement pas encore reçu d'inventaire exact et complet et nous appelons la Corée du Nord à transmettre rapidement ce document afin que toutes les parties puissent bénéficier des avantages convenus lors des pourparlers à six», a déclaré Gordon Johndroe, porte-parole de la présidence américaine.

Interrogé à ce sujet, le porte-parole du département d'Etat Sean McCormack a indiqué qu'aucun des quatre autres membres des pourparlers à six (Chine, Japon, Russie, Corée du Sud) n'avait reçu ce document et ajouté que Washington maintenait ses engagements formulés en février.

Démantèlement ralenti

Aux termes de ces accords, Pyongyang doit également démanteler ses installations nucléaires en échange d'un million de tonnes de fioul lourd ou d'aides équivalentes et de son retrait de la liste américaine des Etats finançant le terrorisme international.

Selon les Etats-Unis et la Corée du Sud, les autorités communistes coopèrent et ont entrepris le démantèlement de leur réacteur nucléaire, d'une usine de production de combustible et d'une unité de recyclage du combustible usagé en plutonium.

A Pyongyang, on indique avoir ralenti le rythme de ces opérations, l'aide ne parvenant pas aussi vite que prévu. Mais selon le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, «l'accord peut être appliqué en douceur».

Les Etats-Unis ont par ailleurs demandé à la Corée du Nord de répondre aux questions soulevées par des soupçons de programme militaire secret d'enrichissement d'uranium.

Pyongyang estime avoir prouvé sa bonne foi en autorisant l'inspection de nouvelles installations militaires et accuse Washington d'avoir retardé l'application de l'accord en ne rayant pas la Corée du Nord de sa «liste noire».

Dans un autre article diffusé hier, la presse officielle nord-coréenne prévient que le pays «renforcera ses capacités de dissuasion militaire en réponse aux tentatives américaines de lancer une guerre nucléaire».

La Corée du Nord menace fréquemment de renforcer ses moyens de dissuasion, lorsqu'elle estime ne pas être traitée convenablement par les puissances occidentales.

Selon les analystes, le différend ne devrait en l'état pas remettre en cause l'accord conclu en février.

Le département d'Etat américain a fait savoir que Christopher Hill, son émissaire chargé du dossier nucléaire, se rendrait la semaine prochaine en Asie et en Russie.

Reuters

COLOMBIE

Le fils de Clara Rojas serait bel et bien à Bogotá

Bogotá — Un test ADN a révélé avec un haut degré de probabilité que l'enfant sous la protection du gouvernement colombien est bien Emmanuel, le fils de Clara Rojas né en captivité, que les FARC avaient promis de remettre aux autorités vénézuéliennes en compagnie de sa mère et de l'ex-parlementaire Consuelo Gonzalez, a-t-on appris hier de source proche du ministère colombien de la Justice.

«La preuve scientifique montre que l'enfant qui a été placé sous la protection de l'Institut colombien du bien-être familial est le fils de Clara Rojas. Il reste une petite marge d'erreur, mais un second test sera réalisé en Espagne pour obtenir la certitude complète», a-t-on ajouté de même source.

Ce résultat tendrait à confirmer la version avancée par le président colombien Alvaro Uribe selon la-

quelle les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) avaient retardé la libération des trois otages parce qu'ils n'avaient plus l'enfant en leur possession, contrairement à ce qu'ils avaient assuré au président vénézuélien Hugo Chávez et à la communauté internationale.

Ceci pourrait constituer une importante victoire politique pour Uribe après l'échec, en fin de semaine dernière, de l'opération de libération des otages montée par Caracas.

Mario Iguaran, ministre colombien de la Justice, devrait donner au cours des prochaines heures une conférence de presse pour faire état des résultats de ce test ADN.

Reuters

La neige sème le chaos en Bulgarie

Sofia — Les fortes chutes de neige qui se sont abattues sur la Bulgarie ont fait trois morts, bloqué des centaines d'automobilistes et provoqué des coupures d'électricité, rapportaient hier les autorités et les médias.

Le ministère des Situations d'urgence a recommandé aux habitants d'éviter les déplacements alors qu'un épais manteau blanc d'un mètre recouvre plusieurs régions et que les températures avoisinent les -16 degrés Celsius.

Le Danube est partiellement gelé, selon la radio nationale.

Deux personnes âgées de 82 et 66 ans sont mortes de froid et un homme de 32 ans, qui avait besoin d'une hémodialyse, est décédé, les services de secours n'ayant pas réussi à atteindre son domicile, a rapporté l'agence de presse BTA.

Plus de 70 villes et villages sont privés d'électricité à cause des fortes chutes de neige et des vents violents qui touchent le pays depuis trois jours, ont précisé les services de la protection civile.

Selon les météorologistes, la neige devrait continuer à tomber sur le Nord-Est, où l'ensemble des municipalités ont déclaré l'état d'urgence.

Des bulldozers de l'armée ont été appelés en renfort pour venir en aide aux automobilistes bloqués et aux villages isolés ainsi que pour dégager les routes.

Les avions étaient cloués au sol à l'aéroport de Varna, dans le nord-est du pays, et le port de cette ville située sur les rives de la mer Noire, le plus grand du pays, a été brièvement fermé jeudi.

En Roumanie, également touchée par les intempéries, les chutes de neige ont diminué. Certains axes restaient bloqués et plusieurs vols accusaient des retards, les principaux aéroports de Bucarest ayant été temporairement fermés avant de reprendre leur activité jeudi soir.

En Grèce, les températures ont chuté à mois 18 degrés dans le nord du pays, également sous la neige.

Reuters

Les oiseaux



CETTE SCÈNE a été croquée hier sur la plage de Mumbai, la grande métropole située au bord de l'océan Indien. Il ne s'agit pas d'une attaque aviaire de type hitchcockien, mais simplement d'un homme qui a décidé de nourrir les pigeons.

ARKO DATTA REUTERS

LE MONDE

Géorgie:
Saakachvili
est favori

Tbilissi — Le président géorgien sortant Mikheil Saakachvili a appelé hier les électeurs à voter pour la «démocratie» lors d'une présidentielle aujourd'hui, à laquelle il est devenu grand favori, un scrutin que l'opposition menace de ne pas reconnaître.

Cette élection anticipée convoquée après la répression de manifestations d'opposition en novembre doit «montrer au monde entier que la démocratie en Géorgie est toujours vivante», a déclaré M. Saakachvili devant 20 000 partisans, à Tbilissi. Il a ensuite affirmé devant des journalistes que, depuis la Révolution de la rose de 2003, qui l'a porté au pouvoir, la Géorgie était devenue «un phare de la démocratie et du succès économique».

Alors que M. Saakachvili espère gagner l'élection dès le premier tour, l'opposition a estimé hier que le scrutin était déjà «falsifié». Si les violations continuent, et «je suis sûr à 100 % qu'elles vont continuer, nous ne reconnaitrons pas» les résultats du vote, a déclaré le principal candidat de l'opposition, Levan Gatchechiladze.

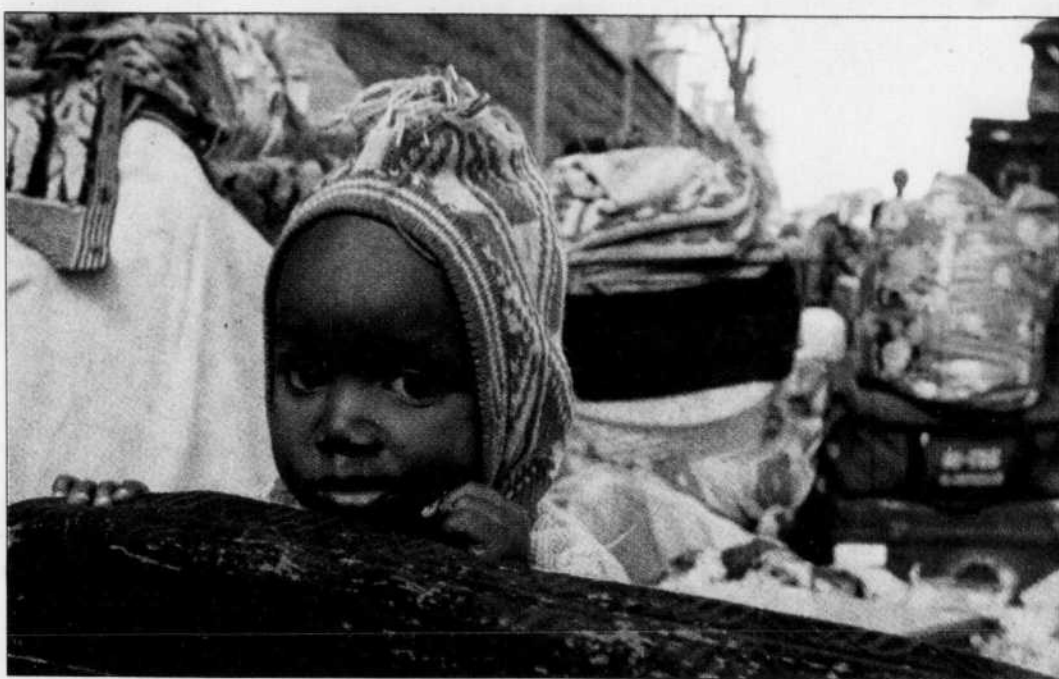
Agence France-Presse

STÉPHANIE
BRAQUEHAIS

Sur le versant nord de la vallée de Mathare, un bidonville dans l'est de Nairobi, une foule d'habitants forme un cercle autour d'un homme qui parle sans interruption, avec animation. Des représentants de deux communautés, les Kikuyus et les Luos, se rassemblent pour tenter d'amorcer une réconciliation. Un médiateur a été choisi, de l'ethnie Luhya, «une personne neutre», explique un habitant. Après la semaine d'affrontements post-électorales, Mathare est toujours en proie à une tension latente. Hier, une dizaine de maisons ont encore été incendiées et trois personnes tuées à la machette.

Représailles

Shagra, une cinquantaine d'années, est de l'ethnie Luo, celle de l'opposant Raila Odinga. Elle subit depuis plusieurs jours les représailles d'une secte sanguinaire, les Mungikis, composée de membres de l'ethnie Kikuyu, celle du président Mwai Kibaki. Il y a trois jours, la secte a distribué des tracts déclarant: «Pour un Kikuyu tué, nous éliminerons dix Luos.» Ce climat d'incertitude politique rend les habitants extrêmement inquiets. «Les gens sont très amers, frustrés, ex-



Cet enfant se trouvait hier près d'un refuge aménagé à Nairobi.

ANTONY NJUGUNA REUTERS

plique Shagra. Ils ne pourront pas se réconcilier si les dirigeants ne parviennent pas à se rencontrer. Il faut nous dire qui est le gagnant. Même si c'est Kibaki, nous l'accepterons; il faut simplement que le message soit enfin clair, nous sommes

fatigués de ce bain de sang.»

Sur le plan politique, les déclarations restent pour le moins ambiguës. L'opposition, qui a dû renoncer deux jours de suite à un rassemblement au parc Uhuru au centre-ville en raison du déploie-

ment exceptionnel de la police, a appelé à de nouvelles élections dans les trois mois et à une prière publique demain. Dans une conférence de presse hier après-midi, la réponse d'Alfred Mutua, le porte-parole du gouvernement, ne laisse

guère d'espoir d'ouverture et maintient une position de fermeté: «Le gouvernement ne cédera jamais au chantage. Les gens devraient cesser d'utiliser la violence comme forme de chantage.» Puis, sans doute pour faire bonne figure, il a ajouté: «Si la justice ordonne une nouvelle élection, cela sera fait. Le Kenya n'est pas une république bananière. Nous ne sommes pas en guerre civile. Nous avons un État et une opposition.» Une décision de la Cour suprême a été rejetée par l'opposition, qui estime que la justice est aux mains du président mal réélu.

Offre

Quant à Mwai Kibaki, il a fini par accepter de rencontrer Desmond Tutu. L'archevêque de Johannesburg est arrivé mercredi soir à Nairobi. Il a aussi discuté avec les dirigeants du Mouvement démocratique orange de Raila Odinga, alors que les émeutes, violemment réprimées par la police, battaient leur plein dans la capitale. Mwai Kibaki s'est dit prêt à rencontrer les parties concernées, une fois que le calme serait revenu dans le pays, sans préciser ce qu'il serait prêt à offrir pour que cette proposition ne soit pas rejetée par une opposition humiliée.

Libération

Résolution n° 1:
visiter plus d'endroits dans le monde,
payer moins.

Notre solde international est en cours.

Canada: tarifs Tango ALLER SIMPLE au départ de Montréal. Les voyages doivent prendre fin le 30 avril 2008.

TORONTO	HALIFAX	SAINT JOHN (N.-B.) MONCTON	ST. JOHN'S (T.-N.-L.)	WINNIPEG	CALGARY	EDMONTON	VANCOUVER
79\$	144\$	144\$	164\$	164\$	189\$	199\$	224\$

États-Unis: tarifs Tango ou Tango Plus ALLER SIMPLE au départ de Montréal. Les voyages doivent prendre fin le 30 avril 2008.

NEW YORK	CHICAGO	WASHINGTON, D.C.	ORLANDO	DENVER	FORT LAUDERDALE	PHOENIX	LAS VEGAS
135\$	152\$	172\$	182\$	190\$	190\$	198\$	210\$

Destinations soleil: tarifs ALLER SIMPLE au départ de Montréal. Les voyages doivent prendre fin aux dates indiquées ci-dessous.

BERMUDES 5 JANV. - 29 FÉV. 2008 1 ^{re} - 30 AVRIL 2008	FORT MYERS 5 JANV. - 30 AVRIL 2008	NASSAU 5 JANV. - 29 FÉV. 2008 1 ^{re} - 30 AVRIL 2008	MEXICO 5 JANV. - 29 FÉV. 2008 1 ^{re} - 30 AVRIL 2008	MONTEGO BAY KINGSTON 5 JANV. - 29 FÉV. 2008 1 ^{re} - 30 AVRIL 2008	LA HAVANE 5 JANV. - 29 FÉV. 2008 1 ^{re} - 30 AVRIL 2008	BARBADE 5 JANV. - 29 FÉV. 2008 1 ^{re} - 30 AVRIL 2008	ANTIGUA 5 JANV. - 29 FÉV. 2008 1 ^{re} - 30 AVRIL 2008
205\$	206\$	229\$	239\$	279\$	303\$	310\$	390\$

Destinations internationales: les tarifs sont basés sur un ALLER SIMPLE et sont assujettis à l'achat d'un billet ALLER-RETOUR au départ de Montréal. Dernières dates de départ tel qu'indiqué ci-dessous.

LONDRES 5 JANV. - 20 FÉV. 2008 1 ^{re} - 30 AVRIL 2008	ROME 5 JANV. - 29 FÉV. 2008	MÜNICH/DÜSSELDORF/ HAMBOURG/FRANCFORT 5 JANV. - 20 FÉV. 2008 1 ^{re} - 30 AVRIL 2008	PARIS 5 JANV. - 20 FÉV. 2008 1 ^{re} - 30 AVRIL 2008	LIMA 23 JANV. - 30 AVRIL 2008	BEIJING SHANGHAI 7 JANV. - 8 FÉV. 2008	OSAKA TOKYO 5 JANV. - 31 MARS 2008	SYDNEY, AUSTR. 20 JANV. - 30 AVRIL 2008
199\$	219\$	241\$	249\$	348\$	400\$	409\$	899\$

Cette année, c'est plus facile que jamais de tenir vos résolutions avec des tarifs exceptionnels pour des destinations partout dans le monde. De plus, vous pouvez obtenir jusqu'au double des milles Aéroplan[®] pour des vols cet hiver. Obtenez également des réductions sur l'hôtel, sur la location d'une voiture ou sur des attractions touristiques, et recevez des milles Aéroplan lorsque vous réservez sur aircanada.com

Choisissez librement en ligne ou en appelant votre agent de voyages. Vous pouvez également nous appeler au 1 888 247-2262.

L'offre prend fin le 17 janvier 2008.



STAR ALLIANCE

aircanada.com

La liberté de voyager à votre façon

Un billet acheté auprès du bureau des réservations d'Air Canada coûte 25 \$ additionnels par personne, jusqu'à un maximum de 100 \$ par réservation (non remboursables, taxes en sus). Service aux personnes malentendantes (ATS): 1 800 361-8071. Les billets doivent être achetés au plus tard le 17 janvier 2008. Destinations canadiennes: les tarifs sont basés sur un aller simple. Les voyages doivent prendre fin le 30 avril 2008. Le supplément des frais de carburant est inclus dans nos tarifs. L'achat à l'avance est requis. Destinations américaines: les tarifs sont basés sur un aller simple. Les voyages doivent prendre fin aux dates indiquées. Les tarifs sont sous réserve de l'approbation du gouvernement. Le supplément des frais de carburant n'est pas inclus dans nos tarifs. Exception pour la Floride: le tarif indiqué inclut le supplément des frais de carburant et l'achat 14 jours à l'avance est requis. Destinations internationales: les tarifs sont basés sur un aller simple et ne sont accessibles qu'à l'occasion de l'achat d'un billet aller-retour. Dernières dates de départ tel qu'indiqué. Les tarifs sont sous réserve de l'approbation du gouvernement. Le supplément des frais de carburant n'est pas inclus dans nos tarifs. L'achat à l'avance peut être requis. Destinations canadiennes, américaines, soleil et internationales: les taxes, les assurances, les redevances de navigation de NAV CANADA, les frais d'aménagement aéroportuaire et le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ne sont pas inclus. Les billets sont non remboursables. Les tarifs sont en vigueur au moment de la publication et applicables aux nouvelles réservations seulement. Le nombre de places est limité et fonction de la disponibilité. Des restrictions quant aux jours et aux heures peuvent s'appliquer. Les tarifs peuvent différer selon les dates de départ et de retour. Un séjour minimal ou maximal peut être requis et d'autres conditions peuvent s'appliquer. Offre Aéroplan: pour être admissible vous devez vous inscrire et voyager avant la fin de la période de promotion. Vous trouverez une liste des routes et tarifs admissibles ainsi que tous les détails sur aircanada.com. Certaines conditions s'appliquent. À moins d'être contraire, les vols peuvent être assurés par des appareils d'Air Canada, d'Air Canada Jazz[™], de United Airlines, membre du réseau Star Alliance[™], ou de l'un de ses transporteurs aériens faisant affaire sous le nom de United Express (SkyWest Airlines, Chautauque Airlines, Shuttle America, Trans States Airlines, GoJet Airlines ou Mesa Airlines). Réservation d'hôtel et location de voiture offertes par notre partenaire de voyages WWTMS. [™]Air Canada Jazz est une marque de commerce d'Air Canada. [™]Aéroplan est une marque déposée d'Aéroplan, société en commandite. En collaboration avec Lufthansa, membre du réseau Star Alliance[™].

ACTUALITÉS

ÉCRAN

SUITE DE LA PAGE 1

L'ancienne Chorale de l'Accueil Bonneau, célèbre pour ses sans-abri entonnant des airs de Noël ou des chants de nostalgie, s'était bel et bien lancée à l'assaut du cinéma en 2003. Toujours sous la baguette de Pierre Anthian, fondateur de la chorale, ses membres ont concocté un film de fiction (adaptant certaines aventures houleuses du chœur, brochant quant au reste), mêlant burlesque et émotion. En vedette: neuf anciens chanteurs de feu la chorale, plus quatre nouveaux venus de l'itinérance, sans compter les stars en caméo et 22 enfants de 12 ans. Ces derniers sont recrutés dans une école de cinéma de l'est de la ville, l'Agence Louise Bergeron.

Voici Pierre Anthian en quête d'un distributeur qui acceptera de lancer gratuitement le film. Avis aux intéressés! Si nul ne répond à son appel, il lui restera à explorer les réseaux parallèles, la sortie DVD, les festivals, la télé peut-être. Le film doit d'abord être montré aux bonzes du milieu, avant qu'ils entrent ou pas dans la danse. La gratuité est une condition sine qua non. Il suffirait qu'à un seul échelon des joueurs réclament rétribution pour que l'Union des artistes exige que soient payés ses propres poulains.

Recyclage démarre dans une classe de musique d'une école secondaire. Les élèves ont mission de trouver dans les poubelles quelques matériaux pour fabriquer un instrument de musique. Or, deux têtes de Turc mettent la main sur des itinérants émergent, hirsutes, des ordures, et décident d'exploiter leurs voix. Un tas de péripéties se greffent à cette histoire, dont la tentative des enfants de trouver un emploi à leurs protégés.

Les décors se déploient entre le Ritz-Carlton, l'école Paul-Gérin-Lajoie, le stade olympique, les rues et ruelles de Montréal.

Au menu: des chansons, un mort, des rires, des pleurs, et une lumière au bout du tunnel.

Rappelons que la Chorale de l'Accueil Bonneau, sympathique autant que bringuebalant institution, fleur épineuse du macadam et du métro montréalais fondée en 1996, après avoir offert pas moins de 1200 concerts et rafistolé ses chicanes internes, poussait sa dernière rengaine (en dehors de quelques prestations éparpillées) fin 2002. Elle laissait les citadins fort penauds et les chanteurs en rade. Des conflits entourant les redevances des concerts — devaient-elles garnir le bas de laine de l'Accueil Bonneau ou ceux des musiciens? Grave question sans réponse! — avaient entraîné la dissolution de la formation musicale des sans-abri.

Virage au cinéma, donc. Le groupe avait pris l'habitude de se réunir, alors pourquoi renvoyer chacun à sa petite turlutte personnelle?

Mais enfin, demande-t-on à Pierre Anthian, pourquoi avoir mis quatre ans et demi à accoucher de ce film? «Le tournage s'est complété en neuf mois mais la post-production fut longue, précise-t-il. Comme les techniciens travaillent à temps perdu, il fallut parfois arrêter le travail quelque temps, mais nous arrivons à terme. On se penche sur l'étalonnage, la couleur, le générique.» Anthian en est à sa première expérience de réalisation, probablement sa dernière aussi, prévoit-il.

L'aventure de Recyclage s'est notée avec des bouts de ficelle (9500\$ de budget, en tout et pour tout) et la participation bénévole de chacun. Les repas étaient offerts par l'Accueil Bonneau, Moisson Montréal, Resto Plateau. Une caméra vidéo (le film sera gonflé en 35 mm), cinq directeurs photo en alternance, 12 preneurs de son, un monteur: François Valcourt, une régisseuse: Caroline Larouche. Quarante-cinq professionnels ont donné de leur temps pour ce projet collectif.

Loin de constituer une initiative isolée, le film s'inscrit en outre dans tout un programme de réhabilitation.

Fin décembre, à l'Hôtel de ville de Montréal, Pierre Anthian et un groupe de sans-abri avaient lancé *Mairie Christmas!*, invitant en chansons les familles à accueillir un sans-abri en voie de réhabilitation à leur table durant le Réveillon. L'expérience s'est poursuivie à Noël et au jour de l'An. «C'a été un franc succès», précise Pierre Anthian. *Mon engagement dans la chorale m'a permis de constater que les politiciens, les programmes sociaux sont limités. Mieux vaut faire appel à M. et Mme Tout-le-monde, dont les membres vont parfois mal et qui comprennent les malheurs de la vie. Longtemps, au Québec, une place à table était laissée en "quêtues". Pourquoi ne pas renouer avec la tradition des Fêtes?»*

En amont de ces projets, la fondation De la rue à la réussite, lancée l'an dernier mais bientôt vraiment active, qui vise à trouver du travail à l'essai pendant trois mois et un logement aux itinérants désireux de s'en sortir. Les profits du film seront directement versés dans la cagnotte de cette fondation.

D'ici là, Pierre Anthian fait appel aux distributeurs: «Si quelqu'un pouvait diffuser le film dans une douzaine de salles au Québec, on serait aux anges», lance-t-il comme une bouteille à la mer.

Le Devoir

Les Golden Globes 2008 sans acteurs

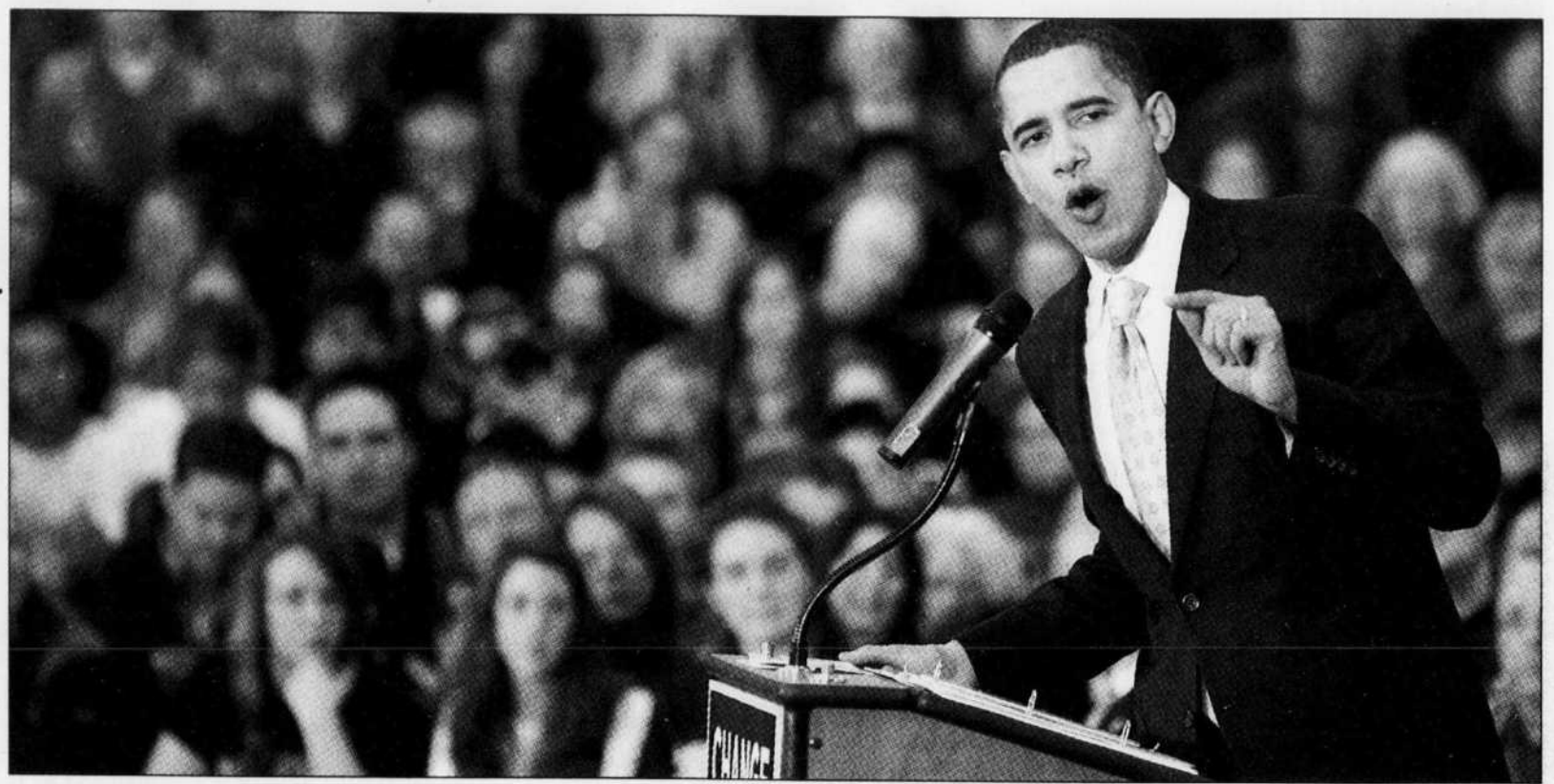
Los Angeles — L'édition 2008 des Golden Globes, récompenses hollywoodiennes les plus prestigieuses après les Oscars, a essuyé hier un coup très dur avec l'annonce par les acteurs qu'ils boycotteraient la cérémonie du 13 janvier par solidarité avec les scénaristes en grève.

Un tapis rouge désert, des photographes de presse sans vedettes à photographier, une audience télévisée en berne: c'est ce à quoi risquent de ressembler les Globes. Cette cérémonie est habituellement synonyme de glamour, de robes de soirée et de limousines. Parmi les superstars nommées aux Golden Globes cette année figurent George Clooney, Jodie Foster, Angelina Jolie, Johnny Depp et Tom Hanks.

Le puissant syndicat des acteurs de cinéma «Screen Actors Guild» (SAG) a indiqué que ses membres ne franchiraient pas les piquets de grève que le syndicat des scénaristes (Writers Guild of America, WGA) a prévu d'installer à l'entrée de la cérémonie.

Cette décision survient deux jours après que la WGA eut annoncé qu'elle installerait des piquets de grève aux Golden Globes, événement considéré comme l'antichambre des Oscars et qui donne souvent le la de la saison des récompenses hollywoodiennes.

Agence France-Presse



Populaire auprès des jeunes, Barack Obama a fait campagne hier dans une école secondaire de Concord, au New Hampshire.

CLINTON

SUITE DE LA PAGE 1

Mme Clinton, apparemment mise au point lors d'un vol de nuit entre le Midwest et la Nouvelle-Angleterre, se dessinent donc: ne jamais laisser tomber; tendre la main aux jeunes qui en Iowa se sont jetés dans les bras de Barack Obama; semer le doute sur la capacité de ce dernier à présider; souligner que la machine d'attaque républicaine risquerait de ne faire qu'une bouchée d'un candidat trop vert; insister sur les difficultés économiques des électeurs.

Mais la tâche s'annonce difficile pour décrocher les jeunes d'Obama et aussi les anciens abstentionnistes, les électeurs n'appartenant à aucun parti, et même certains démocrates traditionnels tombés sous le charme du puissant message d'Obama, «pour l'espoir et contre la peur», qui promet l'avènement d'une nouvelle génération et un bol d'air frais à Washington.

Tourner la page

D'ailleurs, dès son arrivée dans le New Hampshire, le sénateur de Chicago, élu en 2004, fort de sa victoire en Iowa, s'est attaqué sans la nommer à sa rivale, qu'il juge représentative de l'establishment de Washington, avec lequel il affirme vouloir rompre. «Le vrai risque est de reprendre toujours les mêmes pour faire toujours la même chose, rejouer sans arrêt le même jeu en espérant un résultat différent», a-t-il lancé lors d'une réunion politique tenue à Manchester. Et il a ajouté: «C'est un risque que nous ne pouvons pas prendre. Il est temps de tourner la page.»

Devant le thème du changement, mot d'ordre d'un Barack Obama servi par sa jeunesse relative (46 ans) et son ambition de devenir le premier Noir au bureau ovale, Hillary Clinton a choisi de fourbir rapidement ses armes. Comment? En se mettant à l'écoute des électeurs mais aussi en jouant sur la peur presque ata-

vique des démocrates de laisser échapper une nouvelle fois une Maison-Blanche à portée de main.

«Je ne suis pas candidate pour voir les républicains nous voler encore la victoire, a-t-elle indiqué lors de son premier meeting de l'après-Iowa. J'ai été mise à l'épreuve, j'ai traversé le feu, et quiconque sera choisi pour candidat sera jeté dans cette fournaise, cet enfer qu'on appelle l'élection générale» de novembre, opposant un républicain et un démocrate.

Un atout et des sondages

Dans un matin glacial, Mme Clinton a pu compter hier sur l'appui de son mari, l'ancien président Bill Clinton, qui a conservé une exceptionnelle cote de popularité dans le New Hampshire, l'Etat qui l'a remis en selle pour la conquête de la Maison-Blanche en 1992. «Allons-y, allons gagner cette affaire», a-t-il d'ailleurs lancé. «C'est intéressant de voir que c'est un Clinton qui avait fait le ménage après le premier Bush, et que c'est une Clinton qui fera le ménage après le second Bush», a enchaîné son épouse, qui espère que le nouveau débat télévisé prévu pour ce soir, un exercice auquel elle excelle généralement, lui permettra de faire oublier sa contre-performance de jeudi.

Avec 29 % des suffrages, la sénatrice de New York est arrivée troisième en Iowa, derrière son homologue de la Caroline du Nord, John Edwards (30 %), et Obama (38 %). Quelque 239 000 électeurs démocrates se sont prononcés dans cet Etat, comparativement à 124 000 lors des caucuses de 2004.

Toujours est-il que, face au trésor de campagne amassé par Mme Clinton mais aussi face aux résultats d'un sondage Zogby International diffusé hier, qui donne 32 % des suffrages à la candidate contre 26 % à Obama au New Hampshire, le sénateur de l'Illinois a toutes les raisons de se méfier de la capacité de l'ex-

première dame à rebondir. «C'est une battante, elle est prête», a souligné hier son directeur de campagne, Terry McAuliffe. «L'Iowa ne représente qu'un seul Etat parmi 27. Hillary Clinton sera la candidate» démocrate à l'élection du 4 novembre prochain, a-t-il assuré.

Investiture républicaine incertaine

Les gains politiques que Mme Clinton pourrait réaliser mardi prochain, l'ex-gouverneur et pasteur baptiste de l'Arkansas, Mike Huckabee, vainqueur du camp adverse des républicains lors des caucus de l'Iowa, risque de ne pas en voir la couleur dans cet Etat libertaire de la Nouvelle-Angleterre. Le sondage Zogby International le place d'ailleurs, avec 10 % des intentions de vote, au troisième rang, loin derrière John McCain (34 %) et Mitt Romney (30 %). Mais hier, il n'entendait rien changer au style bonhomme qui l'a si bien servi jusqu'ici.

«Je vais continuer à dire les choses comme je les pense», a-t-il promis sur les ondes de la chaîne d'information Fox News, convaincu que «les gens recherchent quelqu'un qui, non seulement épouse leurs vues, mais a le contact [...]». Ils préfèrent le gars avec qui ils travaillent plutôt que le type qui les a virés», a-t-il ajouté, dans une critique à peine voilée de son principal rival, Romney, un brillant homme d'affaires.

N'empêche, à trois jours de la votation au New Hampshire, la course à l'investiture républicaine apparaît plus qu'incertaine. La faiblesse révélée en Iowa de Mitt Romney pourrait faire l'affaire du vétérinaire McCain. Quant à l'ex-maire de New York, Rudolph Giuliani, quatrième dans les sondages, il devra éviter de sombrer avant que les gros Etats sur lesquels il mise, comme la Floride, ne se prononcent à la fin du mois.

Agence France-Presse

VERGLAS

SUITE DE LA PAGE 1

au début de la crise, parti en vacances au soleil. Or personne au cabinet du premier ministre ne semblait pressé de voir revenir ce ministre d'expérience. Le tandem Bouchard-Caillé fonctionnait très bien, tant pour la coordination des opérations afin de résorber la crise que pour générer des bénéfices politiques.

Pour le politologue de l'École nationale d'administration publique Christian Dufour, que les ministres responsables aient été contournés, écartés ou même ignorés n'a rien de bien étonnant. En temps de crise, l'effondrement de l'autorité fait partie des menaces réelles. Il faut donc incarner le pouvoir pour mener les troupes, estime M. Dufour. Ainsi, Lucien Bouchard était «le chef de la nation» et André Caillé, le symbole identitaire par excellence du Québec avec l'hydroélectricité. Ni Pierre Bélanger ni Guy Chevrette ne pouvaient faire le poids, croit M. Dufour.

«Même si ça peut paraître injuste parce que les seconds peuvent avoir une importance en pratique, le peuple regarde le haut de la pyramide. Lucien Bouchard a connu bien des échecs dans sa carrière, mais son moment de gloire a vraiment été la crise du verglas. Il y a été à son meilleur. Il était magistral. C'était l'homme du moment, capable de communiquer avec les gens de façon émotive», affirme Christian Dufour.

Et qu'importe si le gouvernement a fait preuve d'improvisation en début de crise, ce que l'on retient, c'est l'impression de leadership qui se dégageait de la prestation de Lucien Bouchard et André Caillé, ajoute le politologue. «Comme disait Danton, c'est quand tu n'as pas de pouvoir que tu dois en démontrer le plus. Quand tu ne contrôles pas la situation, c'est là qu'il faut avoir l'air d'en avoir», paraphrase M. Dufour.

Les crises: un test de leadership politique

Les exemples de bonnes et de mauvaises réactions des politiciens face à des désastres sont nombreux. Lors de la Deuxième Guerre mondiale, la famille royale d'Angleterre avait choisi de rester à Londres pendant les bombardements ennemis plutôt que de fuir. Plus près de nous, aux États-Unis, deux crises récentes ont fait voir le meilleur et le pire. «Les attentats terroristes du 11 septembre 2001 ont été bien gérés», analyse John Parisella. C'est un des grands moments de la présidence de M. Bush. Il y a eu des éléments discutables, mais globalement ce fut une bonne prise en charge. Dans le cas de l'ouragan Katrina qui a dévasté la Louisiane, vous avez encore, deux ans plus tard, des gens qui n'ont pas été payés pour

les pertes subies et qui vivent dans des roulettes. La baisse de popularité du président Bush est d'ailleurs davantage liée à cette crise qu'à la guerre en Irak.»

M. Parisella était chef de cabinet du premier ministre libéral Robert Bourassa lorsque la crise d'Oka a éclaté à l'été 1990. «Il ne faut pas se laisser emporter par le climat du moment. Il faut rester calme pour éviter les dérapages. De la même façon, Lucien Bouchard a fait preuve de sérénité. Tout justifiait qu'il prenne les choses en main. Ce n'était pas une crise sectorielle», croit M. Parisella.

Jean-François Lisée, alors conseiller auprès du premier ministre Bouchard, abonde dans ce sens. Il soutient par ailleurs que la présence de M. Caillé tombait sous le sens compte tenu de l'implication essentielle d'Hydro-Québec pour résoudre les problèmes. Et que Guy Chevrette et Pierre Bélanger se soient retrouvés dans l'ombre de Lucien Bouchard, «dont la stature est énorme même quand il fait beau», n'était que normal.

«Le phénomène politique du moment a été le fait que M. Bouchard a décidé de ne faire que ça. Du matin au soir, il gérait la crise du verglas. Son bureau de premier ministre à Montréal était le centre des opérations. Les ministres, les sous-ministres venaient. Le responsable de la sécurité civile, celui de la Sûreté du Québec, le p.-d.g. d'Hydro-Québec. C'était briefing après briefing. Il y a même eu une diététicienne qui est venue expliquer ce qui serait servi aux réfugiés dans les centres d'hébergement», se souvient Jean-François Lisée.

Selon ce dernier, une crise d'une telle ampleur fut une expérience enlevante, d'un strict point de vue politique, à cause du grand sentiment de responsabilité et de l'adrénaline qui était aussi forte qu'en campagne électorale. Le moment le plus difficile fut le vendredi 9 janvier 1998, alors que l'on frôlait la catastrophe puisque Montréal était sur le point de manquer d'eau.

Comme le rappelle M. Lisée, le gouvernement voulait à tout prix éviter la panique. «Mais en même temps, on ne pouvait pas dire à la population que rien ne se passerait. La formule que M. Bouchard a trouvée a été de dire: "Le pire est devant nous." Cela permettait de baliser qu'il fallait s'attendre au pire sans dire ce que serait le pire», explique l'ancien conseiller.

Finalement, Québec a décidé de provoquer une panne électrique sur une partie de l'île de Montréal, dont le centre-ville, afin d'assurer l'alimentation électrique des usines d'eau potable. Le pire ne s'est pas produit.

Une joute politique aux nombreuses répercussions

À travers ces préoccupations terre à terre, le gouvernement Bouchard devait également gérer ses rela-

tions politiques avec Ottawa. Le premier ministre devait participer à une mission économique en Amérique latine menée par son homologue canadien, Jean Chrétien. «M. Chrétien hésitait à partir car il ne voulait pas donner tout le crédit à M. Bouchard de gérer la crise. Il faut se rappeler que l'on pensait tous être entre deux référendums», fait valoir M. Lisée.

C'est d'ailleurs dans cet esprit que l'attitude du chef de l'opposition officielle de l'époque, Daniel Johnson, a été jugée sévèrement par des fédéralistes. D'aucuns auraient souhaité qu'il profite de la crise du verglas pour écorcher Lucien Bouchard, à qui l'on prêtait l'intention de déclencher un autre référendum sur la souveraineté malgré l'échec de 1995.

«Il aurait été facile de tomber dans la démagogie, mais M. Johnson a choisi de se comporter en homme d'Etat et a choisi la solidarité. Il n'a pas joué la carte partisane», fait valoir John Parisella.

Jean-François Lisée reconnaît que la situation plaçait l'opposition officielle dans une position ingrate. Si une crise comme celle du verglas est difficile pour le gouvernement, ce dernier est au moins au centre du jeu, alors que l'opposition officielle n'a que deux options: critiquer ou offrir ses services. Daniel Johnson a été une victime du verglas. Cette crise fut le prélude à son départ.

Des fédéralistes étaient inquiets. En plein cœur du grand verglas, des sondages avaient montré des taux élevés de satisfaction de la population face au gouvernement Bouchard et à ses différentes composantes. Mais c'était aussi vrai pour la cote de popularité du gouvernement de Jean Chrétien.

«Dans les moments de crise, peu importe les critiques face à l'Etat, les politiciens et tout le mal qu'on en pense, il y a un ralliement autour de la direction politique», estime Jean-François Lisée.

Mais l'effet verglas fut bref. Lucien Bouchard déclencha des élections l'automne suivant avec comme nouvel adversaire un Jean Charest fraîchement arrivé d'Ottawa. Le Parti québécois affichait un slogan faisant référence sans équivoque à la crise du verglas: «J'ai confiance» renvoyait à la personnalité de Lucien Bouchard et à sa capacité de gérer une crise, raconte M. Lisée.

Le résultat électoral fut toutefois mi-figue mi-raisin. Le Parti québécois fut reporté au pouvoir avec une majorité de sièges mais avec une minorité de voix, une déception pour Lucien Bouchard, qui avait triomphé de la crise du verglas sans que la population lui renvoie parfaitement l'ascenseur.

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avvertir notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 400, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 9858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007